
**MISSION
DEFENSE**

RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

ANNEXE AU PROJET DE LOI DE REGLEMENT 2020

Le Rapport Annuel de Performance (RAP) est le bilan d'un exercice budgétaire, pour une mission.

La présentation du bilan pour la mission reprend :

- le bilan stratégique de la mission, avec notamment l'avancement des objectifs les plus représentatifs de la mission ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et action, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif de la consommation de crédits durant l'année, par programme et titre, en distinguant les autorisations d'engagement des crédits de paiement ;
- le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau de la mission

Chaque programme constitutif de la mission détaille les parties suivantes :

- *Le bilan stratégique du programme :*
 - o la présentation du programme
 - o l'avancement des objectifs stratégiques dans une perspective pluriannuelle, qui met en perspective les actions menées durant l'année et les années précédentes, par rapport à l'échéance de mise en œuvre de l'objectif stratégique dans son ensemble.
- *Le bilan des moyens consommés par le programme durant l'exercice budgétaire :*
 - o le récapitulatif des crédits consommés par le programme durant l'exercice budgétaire, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), et détaillés selon la nomenclature par destination (actions) et par nature (titres) ;
 - o le récapitulatif des mouvements de crédits au niveau du programme.
- *Les évolutions en termes d'emplois de l'Etat et de ses opérateurs :*
 - o la présentation de la situation relative aux emplois de l'administration et aux emplois des opérateurs de l'Etat en fin d'exercice.
- *L'analyse de l'utilisation des moyens mis à disposition du programme durant l'année :*
 - o la mise en évidence, pour chaque titre, des écarts entre la consommation prévue et la consommation effective des moyens, avec une explication de ces écarts.
- *Le bilan du travail avec les opérateurs au cours de l'année :*
 - o la mise en évidence, pour chaque opérateur intervenant dans le champ du programme, des moyens mis à disposition et des résultats atteints comparés aux engagements pris par l'opérateur vis-à-vis de l'Etat, et par l'Etat vis-à-vis de l'opérateur.

AVANT-PROPOS	2
MISSION DEFENSE	5
BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION	6
PRESENTATION DE LA MISSION	6
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	9
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION	9
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE	11
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION	14
PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES	15
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	16
PRESENTATION DU PROGRAMME	16
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	18
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	22
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	22
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	24
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	25
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	25
EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS	26
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	27
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	27
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	27
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	30
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	30
BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS	31
PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES	32
PRESENTATION DU PROGRAMME	33
CADRAGE STRATEGIQUE	34
PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME	34
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	34
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	36
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	36
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	38
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	38
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	40
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	40
PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE	41
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	42
PRESENTATION DU PROGRAMME	42
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	44
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	54

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	54
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	56
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	57
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	57
EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS	57
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	58
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	58
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	58
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	59
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	59
BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS	62
PROGRAMME : VIE DU SOLDAT	63
<hr/>	
PRESENTATION DU PROGRAMME	64
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	67
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	71
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	71
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	72
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	73
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	73
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	73
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	73
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	73
PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA DEFENSE NATIONALE	74
<hr/>	
BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME	75
PRESENTATION DU PROGRAMME	75
AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE	77
PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES	82
RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE	82
RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME	83
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS	84
EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT	84
EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS	84
ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS	85
TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL	85
TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES	85
TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS	85
TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT	86
BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS	88

MISSION DEFENSE

BILAN STRATEGIQUE DE LA MISSION

Le ministre en charge de la mission est le **Ministre de la Défense Nationale**

PRESENTATION DE LA MISSION

PERIMETRE DE LA MISSION

La Mission ministérielle Défense intègre pour sa mise en œuvre l'ensemble des composantes des Forces de Défense à savoir :

- la Gendarmerie Nationale ;
- les Forces Armées Gabonaises ;
- le Service de Santé Militaire ;
- le Génie Militaire ;
- la Garde Républicaine.

L'enjeu majeur est la défense par tous les moyens, en tous lieux, en toutes circonstances et contre toutes les formes d'agressions, l'intégrité de notre territoire ainsi que la vie de nos populations. Un plan sécuritaire lié à la protection des personnes, des biens, des ressources naturelles, au maintien et au rétablissement de l'ordre public et à la sécurité routière est également assuré par une composante de cette mission, en l'occurrence la Gendarmerie Nationale dans le cadre de la mise en œuvre de la Mission interministérielle Sécurité cogérée avec le Ministère en charge de la Sécurité.

PRINCIPAUX TEXTES DE REFERENCE

- la Constitution : La loi fondamentale en son article 1^{er} alinéa 22 précise que « La Défense de la Nation et la sauvegarde de l'ordre public sont assurées essentiellement par les Forces de Défense et de Sécurité Nationales ».
- l'Axe n°4 du Projet de Société « L'Avenir en Confiance » dispose ce qui suit : « les Forces de Défense et de Sécurité feront l'objet de toute notre attention. Je sais en effet combien leur rôle est décisif dans le maintien de la paix, de l'intégrité territorial, de la sécurité et de la stabilité du Gabon ».
- le décret 000848/PR/DNACSP fixant les attributions et portant organisation du Ministère de la Défense Nationale, des Anciens combattants et de la Sécurité Publique.
- le décret 0330/PR/MDN portant attributions et organisation du Ministère de la Défense Nationale.

PRINCIPALES REFORMES

I/Eléments de politique et stratégie sectorielles

1-1 ORGANISATION :

En vue de doter notre appareil de défense de structures organiques pour combler un vide juridique et permettre un fonctionnement harmonieux et conforme au statut particulier des militaires, divers textes viennent d'être adoptés.

Dans ce cadre, les Forces de Défense sont désormais configurées ainsi qu'il suit :

- Les Forces Armées Gabonaises (FAG) comprennent cinq (5) régions militaires, deux (2) régions aériennes, trois (3) arrondissements maritimes et trois (3) groupements Incendie.
- La Gendarmerie Nationale dispose de cinq (5) Légions de Gendarmerie mobile, cinq (5) Légions de Gendarmerie départementale, un (1) Groupement Nautique et de 110 brigades dont treize (13) de parcs nationaux.
- La Garde Républicaine (GR), quant à elle, sera renforcée d'une (1) compagnie et de deux (2) sections spécialisées.
- Le Service de Santé Militaire sera renforcé à l'intérieur du pays par trois (3) complexes infirmeries.
- Le regroupement de l'ACRA et de l'ECRRA au sein de la direction générale de la maintenance automobile et de la formation (DGMAF).
- L'Atelier de Construction et de Réparation Automobile – Centre de Formation (ACRA-CF) dispose de trois unités de premier échelon à Port-Gentil, Mouila et Franceville. Une quatrième est prévue au nord du pays.

Des actions administratives et d'investissement permettront de mettre en adéquation avec les textes la réalité sur le terrain, notamment la formalisation de l'organisation administrative territoriale militaire de l'Etat.

Dans la même optique, des réformes doivent être poursuivies ou menées pour réorganiser le Génie Militaire, le Service de Santé Militaire et les Services spéciaux.

Le **Génie Militaire** dans son fonctionnement pratique comporte un volet Génie Combat et un volet Génie Travaux

de bâtiments et travaux publics tout corps d'Etat. L'expertise acquise par ce corps dans ce deuxième domaine appelle, d'une part la mise en place d'un partenariat synergique avec le Ministère de l'Equipeement et l'Agence Nationale des Grands Travaux (ANGT), et d'autre part, la mise en place d'un Conseil d'Administration pour un meilleur contrôle et une meilleure orientation des activités du Génie Militaire. Depuis 2012, le Génie Militaire a vocation à exécuter tout ou partie des travaux en BTP de l'ensemble des corps composant le Ministère de la Défense nationale, consacrant ainsi sa vocation naturelle.

En ce qui concerne le **Service de Santé Militaire**, la modernisation de l'Hôpital d'Instruction des Armées et son extension doivent se poursuivre pour renforcer ses structures techniques, en vue d'en faire un pôle médical d'excellence africain.

S'agissant des **Services Spéciaux**, il nous paraît désormais inéluctable de les moderniser et de mener une réflexion dans le sens de la recherche de plus d'efficacité dans leurs actions, notamment par la transmission d'informations en temps réel.

1-2 FORMATION :

L'objectif quantitatif atteint, le grand défi est désormais celui de la formation.

A cet effet, le nouveau statut particulier des militaires constitue une montée en puissance, car il permet de :

- Relever le niveau du recrutement des sous-officiers du niveau CEPE au BEPC et BAC. De même, la durée et le programme de formation ont connu une refonte qui s'est traduite par le passage d'un cycle de 12 à 09 mois.
- Recruter directement des personnels dans la catégorie des officiers du niveau minimum DEUG ou équivalent.

Malgré nos multiples partenariats avec les pays étrangers, la principale difficulté demeure l'insuffisance de places offertes et l'inadéquation des formations attribuées par rapport à nos besoins. Ce qui a pour conséquence, l'insuffisance de personnels qualifiés dans les unités techniques. Une réflexion est en cours pour pallier cette difficulté, qui conduira de toute évidence à une prise en charge directe de tout ou partie de la formation.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS LES PLUS REPRESENTATIFS DE LA MISSION

Objectifs Stratégiques	Indicateur	Unité	2019 Réalisé	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	Cible à l'échéance pluriannuelle
Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.	Nombre d'exercices de tirs réalisés.	NB	05	30	03	-27	60
Parvenir à réparer 237 véhicules gamme tactique d'ici 2021.	Nombre de véhicule réparé	Nombre	NC	80	20	60	217
Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.	Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem	%	100	100	100	NC	NC
Faire de l'Ecole d'Etat-Major de Libreville un pôle d'excellence aux niveaux national et international.	Taux de mise en œuvre du projet de renforcement du corps enseignant	%	100	100	100	-	100

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET ACTION

N°1	N°2	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		AE ouvertes en LFR 2020 (a)	AE engagées en LFR 2020 (b)	Ecart (a-b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020	Ecart (a-b)
		19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327
1		18 891 124 991	1 767 915 497	17 123 209 494	18 891 124 991	1 767 915 497	17 123 209 494
2		303 847 443	203 721 609	100 125 834	303 847 443	203 721 609	100 125 834
3		71 000 023	56 800 018	14 200 005	71 000 023	56 800 018	14 200 005
4		239 647 330	111 861 537	127 785 793	239 647 330	111 861 537	127 785 793
5		48 238 169	24 182 976	24 055 193	48 238 169	24 182 976	24 055 193
6		30 000 013	24 000 010	6 000 003	30 000 013	24 000 010	6 000 003
7		54 000 023	43 200 018	10 800 005	54 000 023	43 200 018	10 800 005
		35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721
1		35 809 257 046	11 531 717 333	24 277 539 713	35 809 257 046	11 531 717 333	24 277 539 713
2		60 000 017	48 000 014	12 000 003	60 000 017	48 000 014	12 000 003
3		30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
4		30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
5		25 000 007	20 000 006	5 000 001	25 000 007	20 000 006	5 000 001

N°3	7.325 : Grade Républicaine	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259
1	Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine	187 250 000	149 800 000	37 450 000	187 250 000	149 800 000	37 450 000
2	Équipement des forces de la garde républicaine	5 728 203 971	5 545 055 397	183 148 574	5 728 203 971	5 545 055 397	183 148 574
3	Vie du soldat de la Garde républicaine	28 211 384 185	44 978 500	28 166 405 685	28 211 384 185	44 978 500	28 166 405 685
N°4	7.332: Vie du Soldat	14 527 905 130	7 400 492 326	7 127 412 537	14 527 905 130	7 400 492 326	7 127 412 537
1	Activités socioculturelles et sportives du soldat	10 669 788 863	1 738 426 916	8 931 361 680	10 669 788 863	1 738 426 916	8 931 361 680
2	Santé Militaire	1 670 362 677	2 046 131 018	375 768 341	1 670 362 677	2 046 131 018	375 768 341
3	Alimentation	1 210 000 000	1 677 992 220	467 992 220	1 210 000 000	1 677 992 220	467 992 220
4	Logement	954 891 084	1 919 652 168	964 761 084	954 891 084	1 919 652 168	964 761 084
5	Militaire à la retraite et anciens combattants	22 862 506	18 290 004	4 572 502	22 862 506	18 290 004	4 572 502
N°5	7.339: Pilotage et Soutien	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639
1	Pilotage de la stratégie ministérielle	170 000 000	335 999 043	165 999 043	170 000 000	335 999 043	165 999 043
2	Coordination administrative	47 203 408 634	16 828 926 952	30 374 481 682	47 203 408 634	16 828 926 952	30 374 481 682
Total pour la mission		151 620 266 998	44 184 651 248	107 435 615 483	151 620 266 998	44 184 651 248	107 435 615 483

Explication des principaux écarts :

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR PROGRAMME ET TITRE

Numéro et intitulé du programme	AE ouvertes en LFR 2020 (a)	AE engagées en LFR pour 2020 (b)	Ecart (a-b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020 (d)	Ecart (a-b)
N°7.311: Préparation et Emploi des Forces	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	17 914 826 992	13 759 500	17 901 067 492	17 914 826 992	13 759 500	17 901 067 492
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 891 000	2 112 316 491	- 711 425 491	1 400 891 000	2 112 316 491	- 711 425 491
Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	24 939 000	- 2 799 000	22 140 000	24 939 000	- 2 799 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	80 666 674	219 333 326	300 000 000	80 666 674	219 333 326
Titre 6. Autres dépenses						
N°7.318: Equipement des Forces	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	32 553 380 086	-	32 553 380 086	32 553 380 086	-	32 553 380 086
Titre 3. Dépenses de biens et services	400 877 000	320 701 600	80 175 400	400 877 000	320 701 600	80 175 400
Titre 4. Dépenses de transfert			-			-
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765
Titre 6. Autres dépenses						
N° 7.325 : Grade Republicain	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259

Titre 1. Charges financières de la dette	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 2. Dépenses de personnel	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185
Titre 3. Dépenses de biens et services	395 854 500	316 683 600	79 170 900	395 854 500	316 683 600	79 170 900	395 854 500	316 683 600	79 170 900
Titre 4. Dépenses de transfert	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174
Titre 6. Autres dépenses	-	-	-	-	-	-	-	-	-
N°7.332: Vie du Soldat	14 527 904 863	7 400 492 326	8 277 116 889	14 527 904 863	7 400 492 326	8 277 116 889	14 527 904 863	7 400 492 326	8 277 116 889
Titre 1. Charges financières de la dette									
Titre 2. Dépenses de personnel	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 469 451 788	5 820 925 910	2 351 474 123	3 469 451 788	5 820 925 910	2 351 474 123	3 469 451 788	5 820 925 910	2 351 474 123
Titre 4. Dépenses de transfert	213 581 395	-	213 581 916	213 581 395	-	213 581 916	213 581 395	-	213 581 916
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 574 851 916	574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	574 851 916
Titre 6. Autres dépenses									
N°7.339: Pilotage et Soutien	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639
Titre 1. Charges financières de la dette									
Titre 2. Dépenses de personnel	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756
Titre 3. Dépenses de biens et services	861 595 378	14 886 859 695	14 025 264 317	861 595 378	14 886 859 695	14 025 264 317	861 595 378	14 886 859 695	14 025 264 317
Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	21 190 500	3 739 500	24 930 000	21 190 500	3 739 500	24 930 000	21 190 500	3 739 500
Titre 5. Dépenses d'investissement	-	2 073 001 300	2 073 001 300	-	2 073 001 300	2 073 001 300	-	2 073 001 300	2 073 001 300
Titre 6. Autres dépenses									
Total pour la mission	151 620 266 731	44 184 651 248	107 435 615 483	151 620 266 731	44 184 651 248	107 435 615 483	151 620 266 731	44 184 651 248	107 435 615 483

Dont :								
Titre 1. Charges financières de la dette								
Titre 2. Dépenses de personnel	134 956 238 699	203 241 000	134 752 997 699	134 956 238 699	203 241 000	134 752 997 699	203 241 000	134 752 997 699
Titre 3. Dépenses de biens et services	6 528 669 666	23 457 487 296	-	6 528 669 666	23 457 487 296	-	23 457 487 296	16 928 817 630
Titre 4. Dépenses de transfert	260 651 395	46 129 500	214 521 895	260 651 395	46 129 500	214 521 895	46 129 500	214 521 895
Titre 5. Dépenses d'investissement	9 874 706 971	20 477 793 452	-	9 874 706 971	20 477 793 452	-	20 477 793 452	10 603 086 481
Titre 6. Autres dépenses								

Explication des principaux écarts :

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DE LA MISSION

Récapitulatif des mouvements par titre

Titres	Nature des mouvements de CP			
	Transferts	Virements	Annulations	Reports
Titre 1				
Titre 2	1 241 760			
Titre 3	1 931 542 914	-441 732 480		
Titre 4				
Titre 5	1 671 025 313	- 63 027 235		
Titre 6				
Total des mouvements de CP	3 603 809 987	-504 759 715		

Explication du total des mouvements d'AE et de CP :

PROGRAMME PREPARATION ET EMPLOI DES FORCES

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du Chef d'Etat-major Général des Forces Armées, la Préparation et l'Emploi des Forces est l'un des domaines stratégiques retenus pour la mise en œuvre de la Politique de Défense.

Ce Programme a pour finalité de rendre opérationnel l'ensemble des forces de défense. En effet, la recherche d'une cohérence efficace dans le maintien en condition (préparation) et la mise en œuvre (emploi) des Forces sont le noyau et la raison d'être de la Mission Défense.

Ainsi, pour une riposte appropriée aux vulnérabilités principalement asymétriques auxquelles notre pays est exposé, notre outil de défense doit adapter sa préparation et son emploi en conséquence. Cette adaptation est la réponse aux quatre enjeux stratégiques du Programme, fondés généralement sur la thèse d'une Armée Opérationnelle et Républicaine.

1- Affirmer notre capacité de dissuasion

2- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner une posture de leader dans la sous-région en matière de Défense

Ces capacités sont assurées, renforcées et maintenues d'une part par une parfaite adéquation entre l'intensité technologique et humaine à haute valeur ajoutée qui doivent être le crédo de nos Forces et la faiblesse démographique qui caractérise notre pays. D'autre part, la stabilité sécuritaire structurelle de notre pays favorise la posture de leader dans la sous-région que notre pays doit poursuivre.

3- Disposer d'une Armée opérationnelle

Passer par une organisation efficiente des Forces et inter-forces, tout en assurant leur maintien et le renforcement de leurs capacités opérationnelles.

4- Disposer d'une Armée républicaine

Engager l'enrôlement géographique de toutes les composantes ethniques de notre pays ce qui en fera une entité anthropologiquement stable et aux vertus républicaines affirmées. En terme simple, l'ambition du Chef Suprême des Armées est de faire se reconnaître toutes les populations de notre pays dans son armée.

Aussi, les orientations stratégiques sur le moyen terme sont centrées sur deux axes.

Le premier concerne la mission régalienne de protection des frontières à travers les **opérations KOUBIA et MINKEBE pour les frontières terrestres, la mise en œuvre d'un plan coordonné et renforcé de surveillance côtière inter forces pour 2020 pour la frontière maritime.**

Il prend aussi en compte la valorisation du site de MOKEKOU et l'ouverture de l'Ecole Nationale de Formation des Officiers de MANDILOU (ENFOMA) dans le cadre de la formation et des entraînements des Forces.

Le second consiste à **renforcer les capacités de nos forces à participer efficacement aux opérations militaires internationales.**

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le Programme s'exécute à travers l'ensemble des composantes des Forces directement opérationnelles. On y trouve aussi bien les unités combattantes que celles de soutien aux dites unités. Elles sont réparties sur l'ensemble des cinq composantes des Forces Armées, du Génie Militaire et de la Gendarmerie (principalement la Gendarmerie Mobile) ; ainsi que les Centres d'Instruction et les Ecoles de Formation pour la préparation des forces.

PRESENTATION DES ACTIONS

Le programme Préparation et Emploi des Forces présente une cartographie de 46 Unités Opérationnelles regroupées en sept (7) actions telles qu'indiquées ci-dessous :

ACTION N° 1 : Coordination générale et formations interarmées

Cette action recouvre toutes les activités de coordination mises en œuvre par l'ensemble des services de l'Etat-major Général des Forces Armées Gabonaises.

ACTION N° 2 : Préparation des forces terrestres

Cette action recouvre l'ensemble des missions dévolues aux Forces Terrestres sur l'étendue du territoire. Elle est mise en œuvre par l'Etat-major de l'Armée de Terre.

ACTION N° 3 : Préparation des forces aériennes

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'Etat-major de l'Armée de l'Air.

ACTION N° 4 : Préparation des forces navales

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'État-major de la Marine Nationale.

ACTION N° 5 : Sécurité civile

Cette action recouvre l'ensemble des missions mises en œuvre par l'État-major du Corps des Sapeurs-Pompiers.

ACTION N° 6 : Renseignement militaire

Elle concerne les missions dévolues à la Direction Générale de la Contre Ingérence et de la Sécurité Militaire (DGCISM).

ACTION N° 7 : Génie militaire

Elle concerne les missions dévolues à la Direction Générale du Génie Militaire.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

L'état des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager les idées force suivantes sur le champ du programme :

Les menaces prioritaires sont : la piraterie, le terrorisme, l'immigration clandestine, le braconnage, trafics de tout genre, la pollution marine, la prolifération des armes légères et de petits calibres (ALPC).

- Avec un littoral long de 800 km, la mer apparaît comme la zone de vulnérabilité majeure.
- Il existe par ailleurs une longue frontière terrestre avec le Congo, le Cameroun et la Guinée Equatoriale. Celle-ci est à certains endroits rendue impraticable par la forêt équatoriale.

Il existe aujourd'hui un léger flou sur les stratégies d'actions face à chaque menace et dans chaque système de forces, de même que dans la doctrine d'emploi des forces. Il manque un travail inter forces sur les stratégies d'action face aux menaces et sur une doctrine commune d'emploi.

Le dispositif de renseignement actuel est uniquement centré sur la contre ingérence.

- Les Forces Armées Gabonaises ne sont pas encore capables de jouer le rôle de leader auquel elles aspirent dans la sous-région du fait de la stabilité politique, même si l'installation du siège de la FOMAC à Libreville conforte la position du Gabon dans le système de défense de la sous-région. Le Gabon a une réelle capacité à projeter des forces hors des frontières mais en restant cependant dépendant de la logistique alliée.
- Les normes en matière d'équipement de chaque force restent à définir.
- Le taux de disponibilité de beaucoup d'équipements et de matériels est encore largement insuffisant.
- On constate un fort vieillissement des effectifs militaires. Depuis 2015, des vagues importantes de départs à la retraite interviennent. Ceci a été anticipé par des recrutements massifs qui ont conduit à une forte augmentation des effectifs au cours de ces dernières années. Ce personnel militaire doit être formé, entraîné, spécialisé, aguerri et motivé.
- Or, on note un manque d'exercices, d'entraînements au sein de chaque force. On observe également l'insuffisance d'exercices et d'entraînements inter forces. De même, l'absence d'installations techniques propres aux forces pour l'entraînement des unités combattantes est à signaler. Ces unités spécialisées sont en train de perdre leur capacité opérationnelle en raison de la vétusté et de l'hétérogénéité de leurs armements.
- Les unités de soutien logistique sont inexistantes.

Tous ces maux rendent les délais d'opérationnalisation des unités longs en cas d'enclenchement d'une intervention. Ces difficultés se répercutent aussi dans les déploiements des unités sur les théâtres d'opérations

- Affirmer notre capacité de dissuasion ;
- Affirmer l'autonomie stratégique du Gabon et donner au pays une posture de leader dans la sous-région en matière de défense ;
- Disposer d'une Armée opérationnelle ;
- Disposer d'une Armée républicaine.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

Pour affirmer la capacité de dissuasion du Gabon et disposer d'une armée opérationnelle, le Programme Préparation et Emploi des Forces se fixe deux (02) objectifs stratégiques déclinés ainsi qu'il suit :

OBJECTIF N°1 : Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes d'ici à 2021.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime, des frontières terrestres et de l'espace aérien d'ici à 2021.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Assurer la formation régulière et les exercices d'instruction et d'entraînement en vue de faire progresser les performances des troupes.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir formé et entraîné les unités sur les exercices de tirs au moins 1 fois par trimestre
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir organisé une formation annuelle des formateurs pour les personnels d'encadrement
- Résultat annuel attendu3 : Avoir assuré une formation initiale d'officiers et de sous-officiers
- Résultat annuel attendu4 : Avoir dispensé des stages jungle au profit des unités combattantes
- Résultat annuel attendu5 : Avoir organisé le recyclage de sept (07) escadrons dans le cadre du maintien et du rétablissement de l'ordre
- Résultat annuel attendu6 : Avoir organisé un cours de perfectionnement des Officiers Subalternes (CPOS) au profit des Forces de Défense Gabonaises
- Résultat annuel attendu7 : Avoir formé des personnels dédiés aux techniques de secourisme, de sécurité incendie
- Résultat annuel attendu8 : Avoir procédé à la formation des inspecteurs de la Sécurité militaire
- Résultat annuel attendu9 : Avoir procédé à la formation des Officiers de Police judiciaire
- Résultat annuel attendu 10 : Avoir assuré les Formations Militaire de 1°,2° et 3°
- Résultat annuel attendu 11 : Avoir recyclé les personnels Navigants, embarqués et techniques
- Résultat annuel attendu 12 : Avoir assuré des vols d'entraînement pour les personnels navigants
- Résultat annuel attendu 13 : Avoir effectué des sorties terrain pour les unités de combat
- Résultat annuel attendu 14 : Avoir initié la qualification des pilotes et des personnels techniques
- Résultat annuel attendu 15 : Avoir formé et entraîné les unités navales sur les exercices de tirs
- Résultat annuel attendu 16 : Avoir formé 40% des personnels sans spécialités
- Résultat annuel attendu 17 : Avoir organisé des exercices annuels de simulation interarmées
- Résultat annuel attendu 18 : Avoir formé chaque année des personnels en conduite automobile
- Résultat annuel attendu 19 : Avoir formé des personnels dans le domaine administratif
- Résultat annuel attendu 20 : Avoir formé les personnels des forces de défense à la natation

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel 1 : 03 par les unités GENA MOB exercices de tirs réalisés en 2020
- Résultat annuel 2 : aucun personnel d'encadrement formé en 2020
- Résultat annuel 3 : 02 formations initiales des élèves officiers ont été organisées par ENFOMA et GENA MOB en 2020
- Résultat annuel 4 : 02 stages jungle effectué en 2020 (AT)
- Résultat annuel 5 : 02 escadrons GENA MOB recyclés en 2020
- Résultat annuel 6 : 30 officiers des FDS ayant passé un cours de perfectionnement des Officiers Subalternes en 2020
- Résultat annuel 7 : 44 personnels formés aux techniques de secourisme et de sécurité incendie en 2020
- Résultat annuel 8 : 17 inspecteurs de la Sécurité militaire, formés en 2020

- Résultat annuel 9 : 03 Officiers de Police judiciaire formés en 2020
- Résultat annuel 10 : 360 militaires ont bénéficié de Formations Militaires de 1°, 2° et 3° organisées en 2020 (AT)
- Résultat annuel 11 : 60 % des personnels Navigants, embarqués et techniques recyclés en 2020
- Résultat annuel 12 : 34 heures de vol d'entraînement effectuées en 2020
- Résultat annuel 13 : 03 sorties terrain effectués en 2020 (AT)
- Résultat annuel 14 : aucun pilote ou personnel technique qualifié en 2020
- Résultat annuel 15 : 06 exercices de tirs effectués par les unités navales en 2020
- Résultat annuel 16 : aucun personnel sans spécialités formé en 2020
- Résultat annuel 17 : aucun exercice de simulation interarmées n'a été organisé en 2020
- Résultat annuel 18 : 02 sessions FRAC organisées en 2020 (AT, GM)
- Résultat annuel 19 : 06 personnels administratifs formés en 2020
- Résultat annuel 20 : aucun personnel formé à la natation en 2020

Indicateurs de performance

Intitulés	Unités	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible Échéance pluriannuelle
Nombre d'exercices de tirs réalisés.	Nbre	NC	5	30	03	-27	30	60
Nombre de personnel d'encadrement formés	Nbre	NC	NC	95	06	-89	100	100
Nombre de formations initiales organisées	Nbre	3	NC	4	03	-1	4	5
Nombre de stages jungle effectué	Nbre	15	7	15	08	-7	10	15
Nombre d'escadrons GENA MOB recyclés	Nbre	7	NC	10	02	-8	10	10
Nombre d'officiers des FDS ayant passé un cours de perfectionnement des Officiers Subalternes	Nbre	NC	NC	30	30	0	30	30
Nombre des personnels formés aux techniques de secourisme et de sécurité incendie	Nbre	NC	NC	450	44	-406	500	500
Nombre des inspecteurs de la Sécurité militaire, formés	Nbre	NC	NC	16	17	1	25	25
Nombre d'Officiers de Police judiciaire formés	Nbre	NC	NC	08	03	-5	08	08
Nombre de Formations Militaire de 1°, 2° et 3° organisées	Nbre	NC	NC	460	360	-100	06	06
Pourcentage des personnels Navigants, embarqués et techniques recyclé	%	NC	0	40%	60%	20%	40%	90%
Nombre d'heures de vol effectués	Nbre	NC	NC	74	34	-40	920	920
Nombre de sorties terrain effectués	Nbre	NC	NC	80	04	-76	100	100
Nombre de pilotes et de personnels techniques qualifiés	Nbre	NC	NC	27	03	-24	30	30
Nombre d'exercices de tirs effectué par les unités navales	Nbre	NC	NC	24	06	-18	24	24
Pourcentage des personnels sans spécialités formés	%	NC	NC	40%	00%	-40%	50%	80%
Nombre d'exercices de simulation interarmées organisés	Nbre	0	0	1	00	-1	02	02
Nombre de sessions FRAC organisées	Nbre	0	NC	2	02	0	04	04
Nombre des personnels administratifs formés.	Nbre	30	NC	50	06	-44	70	70
Nombre des personnels formés à la natation	Nbre	0	NC	100		-100	100	100

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel 1 : En 2020, le nombre d'exercices de tirs prévus par l'ensemble des unités combattantes était de 72. À cause des restrictions des tirs, seulement 03 séances ont été effectuées par GENA. Objectif non-atteint

Résultat annuel 2 : En 2020, aucun personnel d'encadrement formé, alors que les prévisions étaient de 95. Objectif non-atteint

Résultat annuel 3 : En 2020, 02 formations initiales des élèves officiers ont été organisées par ENFOMA et GENA MOB, sur 10 prévues. Objectif non-atteint

Résultat annuel 4 : En 2020, 02 stages jungle effectué (par la seule Armée de terre) sur les 15 prévus. Objectif non-atteint

Résultat annuel 5 : En 2020, seulement 02 escadrons GENA MOB ont recyclés contre 10 prévus. Objectif non-atteint

Résultat annuel 6 : En 2020, 30 officiers des FDS ont passé le cours de perfectionnement des Officiers Subalternes. Objectif largement atteint.

Résultat annuel 7 : En 2020, 44 personnels ont été formés aux techniques de secourisme et de sécurité incendie. Objectif non-atteint

Résultat annuel 8 : En 2020, 17 inspecteurs de la Sécurité Militaire ont été formés, alors que les prévisions étaient de 16. Objectif largement atteint.

Résultat annuel 9 : En 2020, 03 Officiers de Police judiciaire ont été formés, contre 08 de prévus. Objectif non-atteint

Résultat annuel 10 : En 2020, 360 militaires, sur 460 prévus, ont bénéficié de Formations Militaires de 1°, 2° et 3° organisées par l'Armée de terre. Objectif partiellement atteint

Résultat annuel 11 : En 2020, 60 % des personnels Navigants, embarqués et techniques ont été recyclés. Objectif

partiellement atteint

Résultat annuel 12 : En 2020, 34 heures de vol d'entraînement ont été effectuées. Objectif non-atteint

Résultat annuel 13 : En 2020, 03 sorties terrain ont été effectuées par l'Armée de terre, sur les 80 prévues. Objectif non-atteint

Résultat annuel 14 : En 2020, aucun pilote ou personnel technique n'a été qualifié. Objectif non-atteint

Résultat annuel 15 : En 2020, 06 exercices de tirs ont été effectués par les unités navales. Objectif non-atteint

Résultat annuel 16 : En 2020, aucun personnel sans spécialités formé. non-atteint

Résultat annuel 17 : En 2020, aucun exercice de simulation interarmées n'a été organisé. Objectif non-atteint

Résultat annuel 18 : En 2020, 02 sessions de cours FRAC sur deux prévues, ont été organisées par l'Armée de terre et le Génie Militaire. Objectif atteint

Résultat annuel 19 : En 2020, 06 personnels administratifs formés sur les 50 attendus. Objectif non-atteint

Résultat annuel 20 : En 2020, aucun personnel formé à la natation. Objectif non-atteint

OBJECTIF STRATEGIQUE N°2 : Renforcer la surveillance et les capacités d'intervention pour la protection optimale de la façade maritime, des frontières terrestres et de l'espace aérien.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

Résultat annuel attendu 1 : Avoir effectué 24 relèves à l'île Mbanié par année

Résultat annuel attendu 2 : Avoir organisé les patrouilles sur le littoral

Résultat annuel attendu 3 : Être intervenu à 40% dans un délai inférieur ou égal à 1 heure

Résultat annuel attendu 4 : Améliorer la capacité de fournir en temps réel le maximum d'informations ayant trait à la sécurité du territoire

Résultat annuel attendu 5 : Avoir effectué des missions de projection aérienne des unités combattantes sur les différents théâtres d'opération

Résultat annuel attendu 6 : Avoir assuré 100 jours de présence en mer pour l'ensemble des bâtiments de la Marine Nationale, en dehors de la zone D

Résultat annuel attendu 7 : Avoir effectué des relèves à MINKEBE

Résultat annuel attendu 8 : Avoir assuré une présence permanente aux frontières terrestres dans le cadre de KOUBIA

Résultat annuel attendu 9 : Avoir effectué des relèves au centre d'entraînement de Mokekou

Résultat annuel attendu 10 : Avoir effectué des relèves en zone D

Résultats annuels atteints

Résultat annuel1 : 24 relèves effectuées à l'île MBANIE

Résultat annuel2 : 380 patrouilles effectuées sur le littoral par GENA MOB

Résultat annuel 3 : 40 % d'intervention réalisée dans un délai inférieur ou égal à une (1) heure

Résultat annuel4 : 86 % de couverture réalisée en antennes de contre ingérence et de sécurité militaire

Résultat annuel 5 : aucune mission de projection Aérienne effectuée

Résultat annuel 6 : 218 jours de présence en mer, en dehors de la zone D

Résultat annuel7 :12 relèves effectuées à MINKEBE

Résultat annuel8 : 365 jours de présence aux postes-frontières Terrestre (KOUBIA)

Résultat annuel9 : aucune relève effectuée à Mokekou

Résultat annuel 10 : 12 relèves effectuées en zone D

Indicateurs de performance

Intitulés	Unités	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2019 Réalisé	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible	Cible Échéance pluriannuelle
Nombre de relèves effectuées à l'île MBANIE	Nbre	24	24	24	24	24	0	24	24
Nombre de patrouilles effectuées sur le littoral	Nbre	600	600	721	375	419	44	400	600
Taux d'intervention réalisée dans un délai inférieur ou égal à une (1) heure	%	//	40	40	50	40	-10	70	70
Taux de couverture en antennes de contre ingérence et de sécurité militaire	%	0	0	NC	100	NC	-100	100	100
Nombre de missions de projection Aérienne effectuées	Nbre	6	12	6	3	0	-3	3	3
Nombre de jours de présence en mer, en dehors de la zone D	Nbre	NC	NC	NC	108	218	110	180	300
Nombre de relèves effectuées à MINKEBE	Nbre	12	12	6	12	12	0	12	12
Nombre de jours de présence aux postes-frontières Terrestre (KOUBIA)	Nbre	365	365	365	365	365	0	365	365
Nombre relèves effectuées à Mokekou	Nbre	12	12	0	12	00	-12	12	12
Nombre de relèves effectuées en zone D	Nbre	12	12	6	12	12	0	12	12

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel 1 : En 2020, les 24 relèves de l'île Mbané ont été réalisées. La disponibilité de l'ensemble des vecteurs a permis la réalisation de toutes les relèves dans les délais requis. Objectif atteint

Résultat annuel 2 : En 2020, 380 patrouilles effectuées sur le littoral par GENA MOB. Objectif largement atteint

Résultat annuel 3 : En 2020, 40 % d'intervention ont été réalisées dans un délai inférieur ou égal à une (1) heure. Objectif partiellement atteint

Résultat annuel 4 : En 2020, 86 % de couverture réalisée en antennes de contre ingérence et de sécurité militaire. Objectif partiellement atteint

Résultat annuel 5 : En 2020, aucune mission de projection Aérienne n'a été effectuée

Résultat annuel 6 : En 2020, 218 jours de présence en mer, en dehors de la zone D. Objectif atteint

Résultat annuel 7 : En 2020, 12 relèves effectuées à MINKEBE. Objectif atteint

Résultat annuel 8 : En 2020, l'Armée de terre a assuré 365 de jours de présence aux postes-frontières Terrestre dans le cadre de la mission KOUBIA. Objectif atteint

Résultat annuel 9 : En 2020, aucune relève n'a été effectuée à Mokekou, à cause du mauvais état de la voie d'accès au site. Objectif non-atteint

Résultat annuel 10 : En 2020, 12 relèves effectuées en zone D. Objectif atteint

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Action et titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2020 (a)	AE engagées en LF pour 2020 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2020 (c)	CP consommés en LF pour 2020 (d)	Ecart (c - d)
N°7.311.1 - Coordination générale et formations interarmées	18 891 124 991	1 767 915 497	17 123 209 494	18 891 124 991	1 767 915 497	17 123 209 494
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	17 739 112 327	6 808 000	17 732 304 327	17 739 112 327	6 808 000	17 732 304 327
Titre 3. Dépenses de biens et services	829 872 664	1 655 501 823	-825 629 159	829 872 664	1 655 501 823	-825 629 159
Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	24 939 000	-2 799 000	22 140 000	24 939 000	-2 799 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	80 666 674	219 333 326	300 000 000	80 666 674	219 333 326
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.2 - Préparation des forces terrestres	303 847 443	203 721 609	100 125 834	303 847 443	203 721 609	100 125 834
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	52 557 932	2 690 000	49 867 932	52 557 932	2 690 000	49 867 932
Titre 3. Dépenses de biens et services	251 289 511	201 031 609	50 257 902	251 289 511	201 031 609	50 257 902
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.3 - Préparation des forces navales	71 000 023	56 800 018	14 200 005	71 000 023	56 800 018	14 200 005
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	71 000 023	56 800 018	14 200 005	71 000 023	56 800 018	14 200 005
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.4 - Préparation des forces aériennes	239 647 330	111 861 537	127 785 793	239 647 330	111 861 537	127 785 793
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	105 147 284	4 261 500	100 885 784	105 147 284	4 261 500	100 885 784
Titre 3. Dépenses de biens et services	134 500 046	107 600 037	26 900 009	134 500 046	107 600 037	26 900 009
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.5 - Renseignement militaire	48 238 169	24 182 976	24 055 193	48 238 169	24 182 976	24 055 193
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	18 009 449	0	18 009 449	18 009 449	0	18 009 449
Titre 3. Dépenses de biens et services	30 228 720	24 182 976	6 045 744	30 228 720	24 182 976	6 045 744
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.6 - Génie militaire	30 000 013	24 000 010	6 000 003	30 000 013	24 000 010	0
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	30 000 013	24 000 010	6 000 003	30 000 013	24 000 010	0
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°7.311.7 - Sécurité civile	54 000 023	43 200 018	10 800 005	54 000 023	43 200 018	10 800 005
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	54 000 023	43 200 018	10 800 005	54 000 023	43 200 018	10 800 005
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour le programme	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327	19 637 857 992	2 231 681 665	17 406 176 327
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	17 914 826 992	13 759 500	17 901 067 492	17 914 826 992	13 759 500	17 901 067 492
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 400 891 000	2 112 316 491	-711 425 491	1 400 891 000	2 112 316 491	-711 425 491
Titre 4. Dépenses de transfert	22 140 000	24 939 000	-2 799 000	22 140 000	24 939 000	-2 799 000
Titre 5. Dépenses d'investissement	300 000 000	80 666 674	219 333 326	300 000 000	80 666 674	219 333 326
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Sur les **19 637 857 992 FCFA** des crédits inscrits en loi de finances 2020, seulement **2 231 681 665 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **17 406 176 327 FCFA**.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **11,36%** ;

Titre 2 :

Au titre des dépenses de personnels, **17 914 826 992 FCFA** des crédits ont été inscrits sur le titre 2, desquels **13 759 500 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **17 901 067 492 FCFA**. Ce niveau d'exécution ne prend pas en compte les soldes permanentes.

Titre 3 :

Sur les **1 400 891 000 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 3, il apparaît que **2 112 316 491 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **-711 425 491 FCFA**.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **150,78%**.

La réserve de **280 178 200 FCFA** n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponible est de **1 120 712 800 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution net de réserve de **188,48%**.

Cette plus-value de **991 603 691 FCFA** nette de réserve est constituée des engagements effectués au profit des opérations de protection-défense.

Titre 4 :

Sur les **22 140 000 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 4, il apparaît que **24 939 000 FCFA** ont été ordonnancés, soit un dépassement de **- 2 799 000 FCFA**.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **112,64%**.

La réserve de **3 321 000 FCFA** n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponible est de **18 819 000 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution net de réserve de **132,52%**.

Le supplément de crédits de **6 120 000 FCFA** a permis à l'ENFOMA d'honorer le paiement de l'ensemble des bourses des stagiaires.

Titre 5 :

Sur les **300 000 000 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 5, il apparaît que seulement **80 666 674 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **219 333 326 FCFA**.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de **26,89%**.

La réserve de **48 000 000 FCFA** n'ayant pas été levée en cours d'année, le niveau des crédits disponible est de **252 000 000 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution net de réserve de **32,01%**.

L'écart de **171 333 326 FCFA** représente le volume des crédits qui n'ont pas été mis à disposition.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Virements

Tableau récapitulatif des virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
7.311:Préparation et emploi des forces	7.318:Equipement des forces	5	- 63 027 235	- 63 027 235
Total des virements			- 63 027 235	- 63 027 235
dont Titre 5			- 63 027 235	- 63 027 235

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destination du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.311:Préparation et emploi des forces	2	+ 1 241 760	+ 1 241 760
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.311:Préparation et emploi des forces	3	+ 18 251 954	+ 18 251 954
Total des transferts			+ 19 493 714	+ 19 493 714
dont Titre 2			+ 1 241 760	+ 1 241 760
dont Titre 3			+ 18 251 954	+ 18 251 954

Annulations

Reports

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31 décembre 2018	Effectifs au 31 décembre 2019	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2020	Mouvements d'effectifs en 2020			Effectifs au 31.12. 2020
				Sorties	Entrées	Écart (entrées - sorties)	
Agents hors catégorie							
Agents de catégorie A							
Permanents							
Non permanents							
Agents de catégorie B							
Permanents							
Non permanents							
Agents de catégorie C							
Permanents							
Non permanents							
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)							
Main d'œuvre non permanente	85	87	87	00	00	00	87
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	85	87	87	00	00	00	87

Explication des évolutions :

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LF		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	17 914 826 992	17 914 826 992	13 759 500	13 759 500	17 901 067 492	17 901 067 492
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère						
Total des crédits de titre 2	17 914 826 992	17 914 826 992	13 759 500	13 759 500	17 901 067 492	17 901 067 492

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

En 2020, le programme a bénéficié au titre 2, d'une dotation budgétaire de 17 914 826 992 FCFA, de laquelle 13 759 500 FCFA de crédits ont été consommés.

Cette manne a servi au paiement des salaires de la main-d'œuvre non permanente au sein du programme

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Action 1: Coordination générale et formations interarmées	829 872 664	829 872 664	1 655 501 823	1 655 501 823	-825 629 159	-825 629 159
Entraînements CAOME/FOGA	16 726 500	16 726 500	11 985 329	11 985 329	-4 741 171	-4 741 171
Planification des activités	17 076 000	17 076 000	3 600 000	3 600 000	-13 476 000	-13 476 000
Charges académiques (ENFOMA)	20 279 025	20 279 025	12 574 511	12 574 511	-7 704 514	-7 704 514
Coordination relèves MOKEKOU	12 743 400	12 743 400	0	0	-12 743 400	-12 743 400
Relèves MOKEKOU	42 000 000	42 000 000	0	0	-42 000 000	-42 000 000
Voyage d'étude au Gabon et à l'Etranger (ENFOMA)	750 000	750 000	0	0	-750 000	-750 000
ENSOA Charges académiques	16 297 739	16 297 739	9 745 393	9 745 393	-6 552 346	-6 552 346
Mission de sécurisation des sites de MINKEBE	500 000 000	500 000 000	400 000 000	400 000 000	-100 000 000	-100 000 000
Mission de sécurisation Zone D	204 000 000	204 000 000	170 000 000	170 000 000	-34 000 000	-34 000 000
Opérations de sécurité-défense	0	0	1 047 596 590	1 047 596 590	1 047 596 590	1 047 596 590
Action 2: Préparation des forces terrestres	251 289 511	251 289 511	201 031 609	201 031 609	50 257 902	50 257 902
Formation SOA	22 217 646	22 217 646	28 000 000	28 000 000	5 782 354	5 782 354
Nomadisations aux frontières	85 232 000	85 232 000	62 637 608	62 637 608	-22 594 392	-22 594 392
Formation initiale des gendarmes	26 029 411	26 029 411	25 757 735	25 757 735	-271 676	-271 676
sorties tactiques	44 115 054	44 115 054	11 400 000	11 400 000	-32 715 054	-32 715 054
Planification des activités de l'armée de terre	39 224 814	39 224 814	15 941 085	15 941 085	-23 283 729	-23 283 729
Coordination des Activités de la Gendarmerie Mobile et de la Mission Mbanié	15 647 058	15 647 058	15 375 381	15 375 381	-271 677	-271 677
Surveillance du littoral	4 705 882	4 705 882	4 434 206	4 434 206	-271 676	-271 676
Surveillance des personnels de défense	4 705 882	4 705 882	4 434 206	4 434 206	-271 676	-271 676
Préparation et emploi des gendarmes aux missions de DOT	4 705 882	4 705 882	4 434 206	4 434 206	-271 676	-271 676
Lutte Contre la criminalité et les activités terroristes	4 705 882	4 705 882	4 434 206	4 434 206	-271 676	-271 676
Opérations de sécurité-défense	0	0	24 182 976	24 182 976	24 182 976	24 182 976
Action 3: Préparation des forces navales	71 000 023	71 000 023	56 800 018	56 800 018	14 200 005	14 200 005
Formation sur la mise en œuvre et l'entretien des petites embarcations	1 778 600	1 778 600	2 066 898	2 066 898	-288 298	-288 298
Formation à la lutte contre les activités illicites	834 750	834 750	970 057	970 057	-135 307	-135 307
Entraînement au tir (armes légères)	6 140 750	6 140 750	0	0	6 140 750	6 140 750
Préparation des troupes au COVAPI	645 300	645 300	0	0	645 300	645 300
Formation commune de base (FCB)	2 500 000	2 500 000	2 905 231	2 905 231	-405 231	-405 231
Brevet Élémentaire (BE)	2 500 000	2 500 000	2 905 230	2 905 230	-405 230	-405 230
Brevet d'Aptitude Technique (BAT)	2 500 000	2 500 000	2 905 230	2 905 230	-405 230	-405 230
Formation Militaire Élémentaire Du Grade (FMEG)	1 500 000	1 500 000	1 743 139	1 743 139	-243 139	-243 139
Formation Militaire d'Aptitude Du Grade (FMAG)	1 500 000	1 500 000	1 743 139	1 743 139	-243 139	-243 139
Formation Militaire Supérieure du Grade (FMSG)	1 500 000	1 500 000	1 743 139	1 743 139	-243 139	-243 139
Surveillance maritime Zone Nord	16 134 000	16 134 000	8 491 032	8 491 032	7 642 968	7 642 968
Patrouille Anti immigration Clandestine dans la baie de la Mondah + cocobeach	14 170 000	14 170 000	0	0	14 170 000	14 170 000
Surveillance Sud (Mayumba)	4 635 000	4 635 000	4 245 516	4 245 516	389 484	389 484
Surveillance maritime Zone SUD	8 345 000	8 345 000	12 736 548	12 736 548	-4 391 548	-4 391 548
Conférence, séminaires, stages, autre partenariat	4 090 000	4 090 000	0	0	4 090 000	4 090 000
Reconnaissance du fleuve Komo	2 226 623	2 226 623	0	0	2 226 623	2 226 623

Opérations de sécurité-défense	0	0	14 344 859	14 344 859	-14 344 859	-14 344 859
Action 4: Préparation des forces Aériennes	134 500 046	134 500 046	107 600 037	107 600 037	26 900 009	26 900 009
Coordination générale des activités opérationnelles Air	0	0	17 693 636	17 693 636	-17 693 636	-17 693 636
Formation Militaire CAME Armée de l'Air	23 250 000	23 250 000			23 250 000	23 250 000
Formation Militaire CAM1 Armée de l'Air	11 150 000	11 150 000			11 150 000	11 150 000
Formation BE2 commandos Armée de l'Air	16 500 000	16 500 000			16 500 000	16 500 000
Recyclage des Personnels Navigants Armée de l'Air	2 000 000	2 000 000	3 006 326	3 006 326	-1 006 326	-1 006 326
Vois d'entraînements pour les personnels navigants de l'Armée de l'Air	8 400 000	8 400 000	11 058 523	11 058 523	-2 658 523	-2 658 523
Sorties de Combat pour les personnels commandos de l'Armée de l'Air	4 000 000	4 000 000	6 790 772	6 790 772	-2 790 772	-2 790 772
Qualification des Pilotes de l'Armée de l'Air	7 000 000	7 000 000			7 000 000	7 000 000
Qualification des des personnels techniques de l'Armée de l'Air	1 000 000	1 000 000			1 000 000	1 000 000
Sorties de nomadisation par les unités de l'Armée de l'Air	500 040	500 040	848 914	848 914	-348 874	-348 874
Formation Militaire CAME ALA	5 774 194	5 774 194			5 774 194	5 774 194
Formation Militaire CAM1 ALA	5 774 194	5 774 194			5 774 194	5 774 194
Recyclage des personnels Navigants et Techniques ALA	5 774 194	5 774 194	8 679 554	8 679 554	-2 905 360	-2 905 360
Vois d'entraînement pour chaque personnel navigant ALA	11 548 390	11 548 390	24 505 649	24 505 649	-12 957 259	-12 957 259
Qualification des personnels Navigants et Techniques ALA	8 661 291	8 661 291			8 661 291	8 661 291
Sorties de nomadisation par l'ALA	4 619 355	4 619 355	7 842 246	7 842 246	-3 222 891	-3 222 891
Projection aérienne des unités combattantes sur les différents théâtres d'opération par les aéronefs de l'Armée de l'Air	7 000 000	7 000 000			7 000 000	7 000 000
Missions de projection aérienne des unités combattantes sur les différents théâtres d'opération par l'ALA	5 774 194	5 774 194			5 774 194	5 774 194
Potentiel horaire au profit des forces et entités gouvernementales par l'ALA	5 774 194	5 774 194			5 774 194	5 774 194
Opérations de sécurité-défense	0	0	27 174 417	27 174 417	-27 174 417	-27 174 417
Action 5: Renseignement militaire	30 228 720	30 228 720	24 182 976	24 182 976	6 045 744	6 045 744
Formation des inspecteurs de sécurité militaire	3 728 720	3 728 720	0	0	-3 728 720	-3 728 720
Recherche renseignements généraux et opérationnels	26 500 000	26 500 000	24 182 976	24 182 976	-2 317 024	-2 317 024
Action 6: Génie militaire	30 000 013	30 000 013	24 000 010	24 000 010	6 000 003	6 000 003
Formation des conducteurs d'engins spécifiques	13 644 318	13 644 318	8 158 753	8 158 753	5 485 565	5 485 565
Formation des personnels de casernement	16 355 695	16 355 695	9 780 048	9 780 048	6 575 647	6 575 647
Opérations de sécurité-défense	0	0	6 061 209	6 061 209	-6 061 209	-6 061 209
Action 7: Sécurité civile	54 000 023	54 000 023	43 200 018	43 200 018	10 800 005	10 800 005
Engagements opérationnels	26 967 203	26 967 203	17 773 905	17 773 905	9 193 298	9 193 298
Soutien fonctionnement logistique	13 096 620	13 096 620	14 515 938	14 515 938	-1 419 318	-1 419 318
Administration et gestion	13 936 200	13 936 200			13 936 200	13 936 200
Opérations de sécurité-défense	0	0	10 910 175	10 910 175	-10 910 175	-10 910 175
Total des crédits de titre 3	1 400 891 000	1 400 891 000	2 112 316 491	2 112 316 491	-711 425 491	-711 425 491

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

En 2020, **1 400 891 000 FCFA** ont été ouverts dans le cadre de la loi de finances, en titre 3, et **2 112 316 491 FCFA** ont été exécutés. Ce qui correspond à un taux d'exécution théorique de **150,78 %**.

Toutefois, le programme a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **1 243 721 135 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **28,31 %**.

Aussi sur la base de ce taux d'exécution, les activités suivantes ont été réalisées par action.

Action 1 : Coordination générale et formations interarmées

En titre 3, l'action Coordination générale et formations interarmées a été dotée initialement de **829 872 664 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **1 655 501 823 FCFA**, soit **199,49%** des crédits ouverts.

Toutefois, l'action a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **1 179 043 596 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **142,08 %**.

Les activités suivantes ont été menées sur cette base :

- Entraînements CAOME/FOGA
- Planification des activités
- Charges académiques (ENFOMA)
- ENSOA Charges académiques
- Mission de sécurisation des sites de MINKEBE

- Mission de sécurisation Zone D
- Opérations de sécurité-défense

Action 2 : Préparation des forces terrestres

En titre 3, l'action Préparation des forces terrestres a été dotée initialement de **251 289 511 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **201 031 609 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

Toutefois, l'action a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **28 050 000 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **11,16%**.

Les activités suivantes ont été menées sur cette base :

- Coordination générale des activités opérationnelles
- Nomadisations aux frontières
- Sorties tactiques
- Planification des activités de l'armée de terre
- Coordination des Activités de la Gendarmerie Mobile et de la Mission Mbanié
- Opérations de sécurité-défense

Action 3 : Préparation des forces navales

En titre 3, l'action Préparation des forces navales a été dotée initialement de **71 000 023 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **56 800 018 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

Toutefois, l'action a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **16 982 064 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **23,92%**.

Les activités suivantes ont été menées sur cette base :

- Coordination générale des activités opérationnelles
- Formation sur la mise en œuvre et l'entretien des petites embarcations
- Entraînement au tir (armes légères)
- Surveillance maritime Zone SUD
- Surveillance Sud (Mayumba)
- Opérations de sécurité-défense

Action 4 : Préparation des forces aériennes

En titre 3, l'action Préparation des forces aériennes a été dotée initialement de **134 500 046 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **107 600 037 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

Toutefois, l'action a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **11 058 523 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **8,22%**.

Les activités suivantes ont été menées sur cette base :

- Coordination générale des activités opérationnelles
- Sorties de Combat pour les personnels commandos
- Sorties de nomadisation
- Opérations de sécurité-défense

Action 5 : Renseignement militaire

En titre 3, l'action Renseignement militaire a été dotée initialement de **30 228 720 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **24 182 976 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

Les activités de Recherche renseignements généraux et opérationnels ont été menées

Action 6 : Génie militaire

En titre 3, l'action Génie militaire a été dotée initialement de **30 000 013 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **24 000 010 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

- Les activités suivantes ont été menées :
- Opérations de sécurité-défense

Action 7 : Sécurité civile

En titre 3, l'action Préparation des forces aériennes a été dotée initialement de **54 000 023 FCFA**. Elle affiche un volume d'exécution de **43 200 018 FCFA**, soit **80%** des crédits ouverts.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Action 1 : Coordination générale et formations interarmées	14 400 000	14 400 000	18 818 940	18 818 940	-4 418 940	-4 418 940
Bourses ENFOMA	14 400 000	14 400 000	18 818 940	18 818 940	-4 418 940	-4 418 940
Total des crédits de titre 4	22 140 000	22 140 000	24 939 000	24 939 000	- 2 799 000	- 2 799 000

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

En 2020, **22 140 000 FCFA** ont été ouverts dans le cadre de la loi de finances, en titre 4, et **24 939 000 FCFA** ont été exécutés. Ce qui correspond à un taux d'exécution théorique de **112,64%**.

Toutefois, le programme a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **18 819 000 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **85%**.

Sur la base de ce taux d'exécution, les bourses ont pu être payées aux officiers stagiaires de l'ENFOMA.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LF		Crédits de titre 4 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Action 1 : Coordination générale et formations interarmées	900 000 000	900 000 000	186 945 863	186 945 863	713 054 137	713 054 137
Projets ENFOMA	900 000 000	900 000 000	186 945 863	186 945 863	713 054 137	713 054 137
Total des crédits de titre 5	300 000 000	300 000 000	80 666 674	80 666 674	219 333 326	219 333 326

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant sortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

En 2020, **300 000 000 FCFA** ont été ouverts dans le cadre de la loi de finances, en titre 5, et **80 666 674 FCFA** ont été exécutés. Ce qui correspond à un taux d'exécution théorique de **26,89%**.

Toutefois, le programme a bénéficié de paiements réels de l'ordre de **80 666 674 FCFA**, ce qui correspond à un taux d'exécution réel de **26,89%**.

Sur la base de ce taux d'exécution, des projets ont été financés au profit de l'ENFOMA.

BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS

Néant

PROGRAMME EQUIPEMENT DES FORCES

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le responsable du programme (RPROG) Equipement des Forces (EF) est le Directeur de Cabinet Militaire du Ministre de la Défense Nationale, le **Commissaire Colonel GAMAMBA**.

L'objectif de ce programme est de fournir aux Forces de Défense, les équipements et matériels adaptés, mais aussi d'assurer leur entretien, leur réparation et leur maintenance, pour un fonctionnement plus efficient.

Le champ du programme EF regroupe :

- Les équipements des forces de défense à l'exception de ceux de la Garde républicaine et de certains équipements spécifiques de la Santé Militaire, du Génie militaire, et de la Gendarmerie Nationale.
- Les infrastructures techniques abritant les équipements, notamment les hangars, les ateliers, les soutes, les quais, les pistes, les champs de tir, les camps d'entraînement.

Ce programme ne regroupe pas :

- Les éléments liés à la vie du soldat ;
 - L'équipement de la garde républicaine ;
 - L'équipement spécifique de la santé militaire.
-

Le programme EF qui regroupe en grande partie, des investissements du Ministère de la Défense Nationale qui se caractérisent par une durée de vie particulièrement longue des matériels, doit nécessairement être en étroite collaboration avec les programmes « Préparation et Emploi des Forces » et « Vie du Soldat »

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Equipement des forces terrestres

L'équipement des forces terrestres recouvre le choix, l'acquisition, la mise en fonctionnement, l'entretien, la maintenance, la mise à la réforme la modernisation, la gestion :

- Des équipements et des matériels terrestres.
- Des infrastructures, des bâtiments

Cette action est mise en œuvre par les Directions de la Logistique ou équivalent de tous les Corps et la DGMAF.

CADRAGE STRATEGIQUE

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

ANALYSE STRATEGIQUE DU CONTEXTE ET DU CHAMP DU PROGRAMME

L'Etat des lieux et l'analyse stratégique ont permis de dégager l'idée forte suivante :

Réparations des **véhicules à petites pannes** sur le nombre total des véhicules diagnostiqués afin de permettre d'augmenter la capacité opérationnelle des parcs automobiles des différents corps. Il existe une forte indisponibilité des équipements des forces de très nombreux équipements et matériels sont hors service, mais seul la réparation du parc automobile de la DGMAF a été pris en compte faute de budget d'investissement assez conséquent.

ENJEUX

Enjeu : Parvenir à une vision partagée des choix des différents types de gamme de véhicule à réparer sous contrainte des plafonds budgétaire.

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LES RESULTATS ANNUELS ATTENDUS

OBJECTIF N°1 : Parvenir à réparer 237 véhicules gamme tactique d'ici 2021.

Résultat annuel attendu : Avoir réparé 80véhicules.

OBJECTIF N°2 : Parvenir à activer 02 Brigades Garde Côtes et 05 Brigades Nautiques

Résultat annuel n°1 : Avoir activé 3 brigades nautiques ;

Résultat annuel n°2 : Avoir activé 2 brigades.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF STRATEGIQUE N°1 : Parvenir à réparer 237 véhicules gamme tactique d'ici 2021.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus : Parvenir à réparer 237 véhicules gamme tactique d'ici 2021

Résultats annuels atteints

Résultat annuel : nous avons pu réparer 20 véhicules de la gamme tactiques sur les 80 véhicules, le reste est en cours.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation RAP	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2020 Réalisé	2021 Cible	Ecart 2020	Cible 2021	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de véhicule réparé	Nombre	NC	80	80	20	217	60	217	-

OBJECTIF N° 2 : Intensifier la surveillance du littoral et des fleuves en activant les unités nautiques

Niveau de réalisation des résultats annuels

Parvenir à activer 2 Brigades Garde Côtes et 05 Brigades Nautiques

Rappel des résultats attendus

Résultat annuel n°1 : Avoir activé 3 brigades nautiques ;

Résultat annuel n°2 : Avoir activé 2 brigades.

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel n°1 : non réalisé
- Résultat annuel n°2 : non réalisé

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2020 Réalisé	Ecart2020 réalisé	2021 Cible	Cible Echéance pluriannuelle
Nombre de brigades nautiques à activer.	Nombre	néant	néant	3	0	3	2	---
Nombre de brigades garde cotes à activer.	Nombre	néant	néant	2	0	2	2	----

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel n°1 : ce projet n'a pas connu de démarrage dû à la non disponibilité des crédits liés à la dépense de ce projet.

Résultat annuel n°2 : ce projet n'a pas connu de démarrage dû à la non disponibilité des crédits liés à la dépense de ce projet.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2020 (a)	AE engagées en 2020 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LF pour 2020 (c)	CP consommés en 2020 (d)	Ecart (c - d)
N°1 Equipement des forces terrestres	35 809 257 046	11 531 717 333	24 277 539 713	35 809 257 046	11 531 717 333	24 277 539 713
Titre 2. Dépenses de personnel	32 553 380 086	0	32 553 380 086	32 553 380 086	0	32 553 380 086
Titre 3. Dépenses de biens et services	255 876 960	204 701 568	51 175 392	255 876 960	204 701 568	51 175 392
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765
Titre 6. Autres dépenses						
N°2 Equipement des forces aériennes	60 000 017	48 000 014	12 000 003	60 000 017	48 000 014	12 000 003
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel						
Titre 3. Dépenses de biens et services	60 000 017	48 000 014	12 000 003	60 000 017	48 000 014	12 000 003
Titre 4. Dépenses de transfert						
Titre 5. Dépenses d'investissement						
Titre 6. Autres dépenses						
N°3 Equipement Naval	30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel						
Titre 3. Dépenses de biens et services	30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
Titre 4. Dépenses de transfert						
Titre 5. Dépenses d'investissement						
Titre 6. Autres dépenses						
N°4 Equipement Spécifique Sapeur-Pompier	30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel						
Titre 3. Dépenses de biens et services	30 000 008	24 000 006	6 000 002	30 000 008	24 000 006	6 000 002
Titre 4. Dépenses de transfert						
Titre 5. Dépenses d'investissement						
Titre 6. Autres dépenses						
N°5 Equipement Gendarmerie Nationale	25 000 007	20 000 006	5 000 001	25 000 007	20 000 006	5 000 001
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel						
Titre 3. Dépenses de biens et services	25 000 007	20 000 006	5 000 001	25 000 007	20 000 006	5 000 001
Titre 4. Dépenses de transfert						
Total pour le programme	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721	35 954 257 086	11 647 717 365	24 306 539 721
<i>Dont : FDC, ADP (2) et autres ressources attendus</i>						

Actions et titres	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LF pour 2020	AE engagées en 2020	Ecart	CP ouverts en LF pour 2020	CP consommés en 2020	Ecart
	(a)	(b)	(a - b)	(c)	(d)	(c - d)
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	32 553 380 086	0	32 553 380 086	32 553 380 086	0	32 553 380 086
Titre 3. Dépenses de biens et services	400 877 000	320 701 600	80 175 400	400 877 000	320 701 596	80 175 400
Titre 4. Dépenses de transfert						
Titre 5. Dépenses d'investissement	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765	3 000 000 000	11 327 015 765	- 8 327 015 765
Titre 6. Autres dépenses						

Explication des principaux écarts :

Sur la dotation de **35 954 257 086 FCFA** des crédits inscrits en loi de finances, **11 647 717 365 FCFA** ont été ordonnancés, soit un écart de **24 306 539 721 FCFA**. Ce niveau d'exécution correspond à un taux **32.40%**

Titre 2 : Sur **32 553 380 086 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 2, zéro FCFA n'a été ordonnancés soit un écart de **32 553 380 086 FCFA**. Cet écart s'explique du fait que le titre 2 a été exécuté de façon centralisée au niveau du ministère du budget.

Titre 3 : Sur **400 877 000 FCFA** inscrit **320 701 600 FCFA** ont été exécuté soit un écart de **80 175 400 FCFA** ce niveau d'exécution correspond à un taux de **80%**. Cet écart est dû à la non levé de réserve obligatoire.

Titre 5 : Sur **3 000 000 000 FCFA** inscrit le titre 5 a pas été exécuté dans sa totalité, d'où l'écart - **8 327 015 765 FCFA**. Cet écart est dû au non levé de la réserve obligatoire puis a un dépassement.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780: Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.318: Equipement des forces	5	1 592 025 313	1 592 025 313
Total des Transferts			1 592 025 313	1 592 025 313
dont Titre 5			1 592 025 313	1 592 025 313

Explication des impacts de chaque transfert :

En 2020, le programme Equipement des forces a fait l'objet d'un transfert :

Sur le titre 5 le programme a reçu 1 592 025 313 FCFA en provenance de la Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles.

Virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
7.311: Préparation et emploi des forces	7.318: Equipement des forces	5	63 027 235	63 027 235
Total du virement			63 027 235	63 027 235
dont Titre 5			63 027 235	63 027 235

En 2020, le programme Equipement des forces a fait l'objet d'un virement :

Sur le titre 5 le programme a reçu 63 027 235 FCFA en provenance du programme 7.311: Préparation et emploi des forces.

Annulations

RAS

Reports

RAS

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 EQUIPEMENT DES FORCES TERRESTRES	255 876 960	255 876 960	204 701 568	204 701 568	51 175 392	51 175 392
Gestion des équipements	42 058 804	42 058 804	33 047 043	33 047 043	9 011 761	9 011 761
Gestion des infrastructures	89 718 125	89 718 125	71 774 500	71 774 500	17 943 625	17 943 625
Gestion des équipements roulants	54 100 050	54 100 050	43 280 041	43 280 041	10 820 009	10 820 009
Gestion des équipements du Génie	44 705 883	44 705 883	35 764 706	35 764 706	8 941 177	8 941 177
Gestion des équipements de santé	25 294 098	25 294 098	20 835 278	20 835 278	4 458 820	4 458 820
ACTION 2 EQUIPEMENT FORCES AERIENNES	60 000 018	60 000 018	48 000 014	48 000 014	12 000 003	12 000 003
Gestion des matériels aériens AA	30 000 008	30 000 008	24 000 007	24 000 007	6 000 001	6 000 001
Gestion des matériels aériens ALA	30 000 008	30 000 008	24 000 007	24 000 007	6 000 002	6 000 002
ACTION 3 EQUIPEMENT NAVAL	30 000 008	30 000 008	24 000 006	24 000 006	6 000 002	6 000 002
Gestion équipement Naval	30 000 008	30 000 008	24 000 006	24 000 006	6 000 002	6 000 002
ACTION 4 EQUIPEMENT SPECIFICIQUE SAPEUR POMPIER	30 000 008	30 000 008	24 000 006	24 000 006	6 000 002	6 000 002
Gestion équipement d'incendie	30 000 000	30 000 000	24 000 006	24 000 006	6 000 002	6 000 002

	Crédits de titre 3 prévus dans la LF		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 5 EQUIPEMENT GENDARMERIE NATIONALE	25 000 007	25 000 007	20 000 006	20 000 006	5 000 001	5 000 001
Gestion des équipements Gendarmerie	25 000 007	25 000 007	20 000 006	20 000 006	5 000 001	5 000 001
Total des crédits de titre 3	400 877 000	400 877 000	302 701 600	302 701 600	80 175 400	80 175 400

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations individualisées :

Les dépenses des biens et services correspondent à l'acquisition des fournitures de bureaux et informatiques, aux marchandises, en approvisionnement en carburant, de maintenance automobile et aux activités ordinaires pour un montant de 302 701 600 FCFA **soit 80 %** d'où l'écart **80 175 400 FCFA**. Cet écart est dû à la non levé de la réserve obligatoire.

Par action et activité cette exécution se présente comme suit :

ACTION 1 : EQUIPEMENT MILITAIRE.

En titre 3, l'action équipement militaire a été doté initialement **de 255 876 960 FCFA**. Elle a eu une exécution budgétaire à hauteur **de 204 701 568 FCFA** soit **80 %** des crédits ouverts.

Sur la base des ressources payées nous avons mené cinq activités dans le cadre de l'objectif 1 à savoir :

- acquisition de fourniture de bureaux et informatiques.
- approvisionnement en carburant.
- fourniture automobile
- entretien et réparation automobile.
- acquisitions du matériel pectiques à la maintenance automobile génie militaire.

ACTION 2 : EQUIPEMENT FORCES AERIENNES

En titre 3, l'action équipement Force Aérienne a été doté initialement **de 60 000 018 FCFA**. Elle a eu une exécution budgétaire à hauteur **de 48 000 014 FCFA** soit **80%** des crédits ouverts.

Sur la base des ressources payées nous avons mené 5 activités à savoir :

- acquisition de fourniture de bureaux et informatiques.
- approvisionnement en carburant.
- fourniture automobile
- entretien et réparation automobile.
- acquisitions du matériel pectiques à la maintenance avions et hélicoptères.

ACTION 3 : EQUIPEMENT NAVAL

En titre 3, l'action équipement Naval a été doté initialement **de 30 000 008 FCFA**. Elle a eu une exécution budgétaire à hauteur **de 24 000 006 FCFA** soit **80%** des crédits ouverts.

Sur la base des ressources payées nous avons mené 5 activités à savoir :

- acquisition de fourniture de bureaux et informatiques.
- approvisionnement en carburant.
- fourniture automobile
- entretien et réparation automobile.
- acquisitions du matériel pectiques et carénage bateau.

ACTION 4 : SAPEURS-POMPIERS

En titre 3, l'action Sapeur-pompier a été doté initialement **de 30 000 008 FCFA**. Elle a eu une exécution budgétaire à hauteur **de 24 000 006 FCFA** soit **80%** des crédits ouverts.

Sur la base des ressources payées nous avons mené 5 activités à savoir :

- acquisition de fourniture de bureaux et informatiques.
- approvisionnement en carburant.
- fourniture automobile
- entretien et réparation automobile.
- acquisitions du matériel pectiques des sapeurs-pompiers.

ACTION 5 : EQUIPEMENT GENDARMERIE

En titre 3, l'action gendarmerie a été doté initialement **de 25 000 008 FCFA**. Elle a eu une exécution budgétaire à hauteur de **20 000 006 FCFA** soit **80%** des crédits ouverts.

Sur la base des ressources payées nous avons mené 5 activités à savoir :

- acquisition de fourniture de bureaux et informatiques.
- approvisionnement en carburant.
- fourniture automobile
- entretien et réparation automobile.
- acquisitions du matériel pectiques de la Gendarmerie.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LF		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	AE	CP
ACTION 1 EQUIPEMENT DES FORCES TERRESTRES	3 000 000 000	3 000 000 000	11 327 015 765	11 327 015 765	- 8 327 015 765	- 8 327 015 765
Achat équipements de défense	3 000 000 000	3 000 000 000	2 520 000 000	2 520 000 000	480 000 000	480 000 000
Autres équipements de défense	0	0	8 807 015 765	8 807 015 765	-8 807 015 765	-8 807 015 765
ACTION 2 EQUIPEMENT FORCE AERIENNE	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
ACTION 3 EQUIPEMENT NAVAL	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
ACTION 4 EQUIPEMENT SPECIFIQUE SAPEUR POMPIER	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
ACTION 5 EQUIPEMENT GENDARMERIE NATIONALE	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 5	3 000 000 000	3 000 000 000	11 327 015 765	11 327 015 765	- 8 327 015 765	- 8 327 015 765

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

Le programme équipement des forces pour l'exercice budgétaire 2020 a pu engager les crédits dans sa totalité avec un dépassement de **8 327 015 765 FCFA**.

PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme de la Garde Républicaine est piloté par le Commandant en Chef de la Garde Républicaine.

Il regroupe :

- le budget de personnel (T2)
- le budget de fonctionnement propre à la GR (T3 et T4)
- le budget d'investissement propre à la GR (T5)

Articulation de la Garde Républicaine :

Cabinet COM CHEF
Direction des Services Administratifs et Financiers
Bureau de Gestion du Personnel
Direction des Opérations et de l'Instruction
Direction Générale des Services Spéciaux
Direction de la Logistique et de l'Infrastructure
Service Technique Auto Ordinaire
Direction de la Santé Militaire
Groupement Intervention Parachutiste
Groupement Aérien Présidentiel
Groupement Blinde d'Intervention
Service du Matériel
Section Incendie
Section Nautique
Centre d'Instruction de Libreville
Service des Transmissions
1^{ère} Compagnie
2^{ème} Compagnie
3^{ème} Compagnie
Groupement de Protection des Infrastructures
Détachement de Franceville
Détachement de Léconi
Casernement
Musique
Service General du Corps

Ce programme ne couvre pas :

- le règlement des consommations en eau, électricité, téléphone, internet ;
- l'entretien et les réparations automobiles réalisés par la DGMAF (Direction Générale de la Maintenance et de la Formation) ;
- les commandes centralisées de véhicules et d'habillement ;
- le coût des formations à l'étranger.

Ces budgets sont destinés à assurer les missions quotidiennes de protection du Président de la République, de sa famille et de ses hôtes avec un effectif qualifié et adapté, doté d'un environnement en adéquation avec les exigences particulières de la mission.

PRESENTATION DES ACTIONS

La finalité de l'action est de maintenir et de développer l'aptitude de la GR à assurer les missions qui lui sont confiées :

- assurer de façon permanente la sécurité et la protection du PR à l'intérieur et à l'extérieur du territoire ainsi que sa famille sur les itinéraires et ses déplacements privés ;
- assurer la protection des hautes personnalités de l'Etat, des personnalités étrangères en visite au Gabon, des responsables politiques ainsi que des biens et des édifices publics ;
- rendre les honneurs aux chefs d'Etat au cours de leur visite officielle ;
- participer aux missions d'aide et d'assistance aux populations en cas de sinistres ou calamités publiques,
- intervenir sur réquisition au maintien de l'ordre et de la paix civile,
- participer aux missions de défense et de l'intégrité du territoire national.

Cette action est mise en œuvre par la direction des opérations et de l'instruction qui coordonne l'action des groupements et des unités opérationnelles.

ACTION N° 2 : Equipement des forces de la garde républicaine

Cette action vise à mettre à disposition de la GR les moyens matériels nécessaires à la réalisation de ses missions. Elle est mise en œuvre par la direction de la logistique et de l'infrastructure en relation avec le DSAF et le DIROPS

ACTION N° 3 : Vie du soldat de la Garde républicaine

Cette action met en œuvre l'ensemble des politiques mobilière, immobilière, sociale et de santé de la GR. Elle est pilotée par la direction des services administratifs et financiers, par la direction de la logistique et de l'infrastructure ainsi que par la direction du service de santé

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

La réalisation de l'état des lieux et du diagnostic initial a permis de mettre en évidence les éléments clés qui suivent :

- chaque année, la GR est de plus en plus sollicitée, elle doit assurer la protection d'un Président de la République, plus mobile et plus sollicité par rapport au contexte international. (Augmentation des déplacements et des réceptions).
- la GR engage quotidiennement 1433 personnes dont 1283 pour les missions de sécurité et 150 pour des missions normales. Elle assure une quinzaine de missions par an qui mobilisent chacune 150 personnes pendant 3 jours. Elle effectue annuellement de nombreuses missions à l'étranger ;
- la constitution des détachements en province doit être mise en œuvre sans délais ;
- la GR a connu récemment un renforcement important de ses effectifs et de ses capacités d'intervention ;
- cependant la GR n'est pas encore parvenue à être entièrement une force répondant à tous les critères de «l'Armée en OR» ;
- la GR présente toutefois une bonne disponibilité, une bonne réactivité et un bon niveau de préparation ;
- la GR souffre néanmoins de plusieurs difficultés : insuffisance d'infrastructures pour les exercices et les entraînements ; besoin d'un nombre croissant de spécialistes ; coût élevé de la formation présentant encore quelques faiblesses ; matériels hétérogènes et parfois non adaptés aux missions de la GR ; nécessité de revoir l'organisation de l'entretien, de la maintenance, de la réparation, de l'adaptation de ses matériels et engins ; amélioration nécessaire des conditions de travail des soldats ;
- Il est indispensable d'établir une dynamique de mutualisation avec les autres Forces.

ENJEUX

- Renforcer la protection du Président de la République en tous lieux et en toutes circonstances ;
- Etre capable d'assurer la sécurité d'un nombre croissant d'évènements officiels et de personnalités ;
- Anticiper et prévenir de nouvelles menaces ou des menaces accrues ;
- Gagner en opérationnalité dans l'exercice de toutes les missions.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

LISTE DES OBJECTIFS STRATEGIQUES AVEC LE(S) RESULTAT(S) ANNUEL(S) ATTENDU(S)

OBJECTIF N°1 : Développer la maîtrise d'un éventail accru de menaces auxquelles le Président de la République, les personnalités et les évènements officiels peuvent être exposés.

- Maintenir à 0 les incidents sécuritaires,
- Maintenir à 0 les Intrusions et vols,
- Maintenir à 0 les Incidents à l'étranger.

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site d'Oyem.
- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site de Mouilla,

OBJECTIF N°3 : Redresser la disponibilité technique des matériels en dotation.

- Maintenir à 75% le potentiel des aéronefs du PR,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules roulant de type VGC,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules roulant de type VGT,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules Blindé,

- Maintenir à 70% le potentiel des moyens nautique,
- Maintenir un stock de carburant minimum de xx m3 sur l'année,
- Maintenir un stock de munitions minimum de 90% (dotation initiale et complément de dotation initiale).

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

- 250 gardes auront bénéficié de formations continues,
- 60 en stage de spécialisation,
- 350 en stage de remise à niveau.

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement.

- Avoir effectué 15 exercices mensuels,
- 10 exercices combinés,
- 5 exercices majeurs,
- 3 exercices en province.

OBJECTIF N°6 : Assurer de meilleures conditions de vie aux personnels de la GR.

- Réhabilités 70 % des logements délabrés,
- Atteindre un taux de réalisation de 70%,
- Assurer à 100% l'alimentation des personnels sur une base minimum de 1500FCFA/jours,
- Assurer à 100% des Gardes des soins médicaux complets.

OBJECTIF N°7 : Programme de mise en place de Détachement en Province

- Redémarrer les travaux pour le site d'Oyem et atteindre 60% le gros œuvre,
- Finaliser l'acquisition du terrain de Mouila.

OBJECTIF N°8 : Créer un Centre d'Instruction à LECONI

- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux du site de Léconi.

OBJECTIF N°9 : Développer et rendre opérationnel à 100% la section nautique d'ici à 2019

- 80% d'acquisition d'un site,
- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N°1 : Maitriser les risques et combattre les menaces.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Maintenir à 0 les incidents sécuritaires
- Maintenir à 0 les Intrusions et vols
- Maintenir à 0 les Incidents à l'étranger

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Taux de mise en œuvre du plan de développement de la maîtrise des menaces	%	100	100	100	100	100
Maintenir à 0 les incidents sécuritaires	NB	0	0	0	0	00
Maintenir à 0 les Intrusions et vols	NB	1	0	0	0	0
Maintenir à 0 les Incidents à l'étranger	NB	0	0	0	0	0

Source des données : Direction des Opérations – DGSS - CSR

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : *Taux de mise en œuvre du plan de développement de la maîtrise des menaces.*

- Définition : Ce taux exprime la mise en œuvre de toutes les stratégies possibles permettant de contrer toutes les menaces potentielles contre le chef de l'État, les membres de sa famille, les hautes personnalités et les événements officiels.
- Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation de la mise en œuvre du plan de développement de la maîtrise des menaces en 2020.

Indicateur 2 : *Incident sécuritaire.*

- Définition : Se sont tous les événements ayant une incidence sur la sécurité du chef de l'état, des membres de sa famille et des hautes personnalités nationales et étrangères en visite au Gabon.
- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2020.

Indicateur 3 : *Intrusion et vols.*

- Définition : Se sont tous les événements de type intrusions et vols dans les locaux relevant de la Garde.
- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2020.

Indicateur 4 : *Incident à l'étranger.*

- Définition : ce sont tous les événements ayant une incidence sur la sécurité du chef de l'état, des membres de sa famille et de certaines personnalités lors de leurs déplacements à l'étranger.
- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des événements constatés au cours de l'année 2020.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Réaliser l'étude de risques et faire des propositions en fonction des risques potentiels à maîtriser
- Développer les moyens passifs (vidéosurveillance, caméras, portiques, alarmes, ...) tout en renforçant l'activité et la réactivité des personnes en charge de la sécurité
- Suivi et évaluation des moyens mis en place.
- Apporter si nécessaire les mesures correctives.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- Police
- Gendarmerie nationale

OBJECTIF N°2 : Renforcer la surveillance des sites dans lesquels séjourne le Président de la République au Gabon.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Oyem
- Conditionner à 100% l'aspect sécuritaire du site Mouila

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Oyem	%	100	100	100	NC	NC
Etat d'avancement de la situation sécuritaire du site Mouila	%	100	100	100	NC	NC

Source des données : DIRECTION DES OPERATIONS – DGSS – CSR – DLI - DSAF

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site Oyem

- Définition : C'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site d'Oyem.
- Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site d'Oyem en 2020.

Indicateur 2 : Taux de réalisation de la situation sécuritaire du site de Mouila

- Définition : C'est le pourcentage d'achèvement et de mise en activité du site Mouila.
- Mode de calcul : cet indicateur est fonction des différentes actions qui seront menées. Chaque action portant un pourcentage qui lui est propre. La somme des pourcentages cumulés des différentes actions nous indiquera le taux de réalisation du site de Mouila en 2020

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Evaluer les risques selon chaque site de province
- Rédiger une check-list exhaustive de l'ensemble des dispositions sécuritaires à mettre en place pour chaque site
- Réactualiser les dossiers des sites existants
- Obtenir la validation des dispositions sécuritaires proposées
- Mettre en place les dispositions sécuritaires validées et assurer leur pérennité
- Tester les dispositions sécuritaires mises en place

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Gouverneur, maire, DG de l'Urbanisme, Gendarmerie nationale, Police, DG du Renseignement (partenaire).

OBJECTIF N°3 : Redresser la disponibilité technique des matériels en dotation.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Maintenir à 75% le potentiel des aéronefs du PR,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules roulant de type VGC,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules roulant de type VGT,
- Maintenir à 75% le potentiel des véhicules Blindé,
- Maintenir à 70% le potentiel des moyens nautique,
- Maintenir un stock de carburant minimum de 20m3 sur l'année,
- Maintenir un stock de munitions minimum de 90% (dotation initiale et complément de dotation initiale).

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Taux de disponibilité des aéronefs du PR	%	35	75	75	75	75
Taux de disponibilité des véhicules roulants	%	26	75	75	75	75
Taux de disponibilité des moyens nautique	%	28	70	70	70	70
Nombre de m3 de carburants obtenu	Nombre	20	20	20	20	20
Taux des stocks munitions obtenu (DI et CDI)	%	90	90	90	90	90

Source des données : Direction de la Logistique – DSAF – STA – ARMURERIE – Toutes unités opérationnelles

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux de disponibilité des aéronefs du PR

- Définition : C'est le taux planché à ne pas dépasser pour l'année 2020. En effet, au moins 75% des aéronefs du PR doivent être opérationnel 24/24.
- Mode de calcul : (Nombre des Aéronefs opérationnels/ Nombre total d'Aéronef) x 100.

Indicateur 2 : Taux de disponibilité des véhicules roulants

- Définition : C'est le taux planché à ne pas dépasser pour l'année 2020. En effet, au moins 75% des véhicules roulants de la GR doivent être opérationnel 24/24.
- Mode de calcul : (Nombre total des véhicules opérationnels/ Nombre total des véhicules) x 100

Indicateur 3 : Taux de disponibilité des moyens navigant

- Définition : C'est le taux planché à ne pas dépasser pour l'année 2020. En effet, au moins 75% des moyens nautique de la GR doivent être opérationnel 24/24.
- Mode de calcul : (Nombre total des moyens navigants opérationnels/ Nombre total des moyens nautique de la GR) x 100

Indicateur 4 : Nombre de m3 de carburants obtenu

- Définition : C'est le niveau planché à ne pas franchir pour l'année 2020. En effet 20m3 est le niveau minimum de carburant (terrestre, nautique et Aéro) devant être conservé en permanence (niveau de sécurité).
- Mode de calcul : Ce nombre est obtenu par la différence arithmétique entre le stock existant, les re-compléments et les sorties quotidiennes en carburant.

Indicateur 5 : Taux des stocks munitions obtenu

- Définition : C'est le taux planché à ne pas franchir pour l'année 2020. En effet 90% est le taux minimum des stocks de munitions de sécurité.
- Mode de calcul : (Nombre de munition constaté / Nombre total de munition prévu) x 100.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Arrêter ou fixer un canevas pour chaque type d'équipement afin de prendre des mesures adaptées pour leurs maintiens en condition
- Identifier les partenaires commerciaux et opérateurs fiables, en mesure de proposer des prestations de soutien des équipements
- Assurer le soutien de ses matériels
- Mettre à la réforme les équipements obsolètes devenus non conformes (création d'une commission de réforme des matériels)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

Partenaires commerciaux – ECRA

OBJECTIF N°4 : Assurer à tous les membres de la GR un haut niveau de professionnalisme et l'acquisition d'une spécialisation dans un contexte sécuritaire exigeant et prioritaire.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Assurer à 250 Gardes des formations continues,
- Assurer à 60 Gardes des stages de spécialisation,
- Assurer à 350 gardes des stages de remise à niveau

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Formations continues	NB	250	250	250	250	NC
Stages de spécialisation	NB	60	60	60	60	NC
Stages de remise à niveau	NB	350	350	350	350	NC

Source des données : Direction du Personnel – Direction de l'Instruction

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Nombre de gardes en formation continu dans l'année

- Définition : cet indicateur désigne le nombre de personnel en formation continu en 2020.
- Mode de calcul : ce nombre est obtenu par la somme arithmétique des Gardes en formation continu en 2020.

Indicateur 2 : Nombre de spécialistes formés dans l'année.

- Définition : cet indicateur désigne le nombre de personnel spécialisé dans un domaine donné en 2020.
- Mode de calcul : Ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des spécialistes formés en 2020.

Indicateur 3 : Nombre de gardes en stage de remise à niveau dans l'année.

- Définition : cet indicateur désigne le nombre de personnel en stage de remise à niveau en 2020.
- Mode de calcul : ce nombre est obtenu par la somme arithmétique des Gardes en stage de remise à niveau en 2020.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Établir les stratégies d'actions des formations.
- Mettre en œuvre l'ensemble des stratégies d'actions de formation.
- Suivi et évaluation des dispositions stratégiques

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Ecoles de formation

OBJECTIF N°5 : Renforcer les exercices d'entraînement.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Effectuer 15 exercices mensuels,
- Effectuer 10 exercices combinés,
- Effectuer 5 exercices majeurs,
- Effectuer 3 exercices en province

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Exercices mensuels	NB	2	170	15	15	NC
Exercices combinés	NB	0	55	10	10	NC
Exercices majeurs	NB	0	5	5	5	NC
Exercices en province	NB	0	25	3	3	NC

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS – DP – DI

Précisions méthodologiques

Indicateur 1 : Nombre d'exercices mensuels.

- Définition : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices effectué dans le mois.
- Mode de calcul : Ce nombre est déterminé par la somme arithmétique des exercices effectués au cours de l'année 2020.

Indicateur 2 : Nombre d'exercices combinés.

- Définition : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices effectué avec l'ensemble des moyens techniques disponibles (terre, air, mer).

- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année 2020.

Indicateur 3 : Nombre d'exercices majeurs.

- Définition : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices réalisés avec l'ensemble des personnels de la garde. Exemple : stade de l'amitié.
- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année 2020.

Indicateur 4 : Nombre d'exercices en provinces.

- Définition : cet indicateur permet de connaître le nombre d'exercices effectués en province.
- Mode de calcul : Ce nombre se calcule par la somme arithmétique des exercices constatés au cours de l'année 2020.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Tirer les enseignements du bilan des exercices effectués en 2013-2014-2015-2016 (RETEX)
- Définir les besoins en exercices pour l'année 2020
- Adapter les directives annuelles d'entraînement
- Bâtir le plan / le programme d'exercices annuels
- Reprogrammer les exercices différés de l'année N-1
- Prévenir l'indisponibilité des équipements nécessaires aux exercices
- Organiser des exercices dans les provinces retenues
- Impliquer toutes les composantes (terre, air, mer)
- Réaliser le RETEX

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

Terre – Air – Mer

OBJECTIF N°6 : Assurer de meilleures conditions de vie aux personnels de la GR.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Réhabilités 70 % des logements délabrés
- Atteindre un taux de réalisation de 70%
- Assurer à 100% l'alimentation des personnels de services sur une base minimum de 1 500 FCFA/jour
- Assurer à 100% des Gardes des soins médicaux complets

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Réhabilitations	%	5	70	70	NC	
Nouvelles constructions	%	0	70	70	NC	
Nombre de repas complet servi	NB	100	100	100	NC	
Nombre de consultations	NB	100	100	100	100	NC

Source des données : DLI – ORDINAIRE – SERVICE DE SANTE - DSAF

Abréviations : I = immeuble M = maison A : appartement D : détachement

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux d'avancement des réhabilitations :

- Définition : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des réhabilitations.
- Mode de calcul : (Nombre de réhabilitations effectués / Nombre de réhabilitations total à réaliser) x 100.

Indicateur 2 : Taux d'avancement des nouvelles constructions :

- Définition : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des nouvelles constructions.
- Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser) x 100.

Indicateur 3 : Nombre de repas servi :

- Définition : C'est le nombre de repas constitués d'un petit déjeuner, d'un déjeuner et d'un dîner.
- Mode de calcul : Somme arithmétique des repas complets servis dans l'année.

Indicateur N° 4 : Nombre de consultations :

- Définition : C'est le nombre de patients reçus pour une consultation.
- Mode de calcul : Somme arithmétique du nombre de patients reçus pour une consultation

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Créer une cellule de contrôle des travaux
- Elaborer le plan de développement du bien vivre et du bien être
- Créer des étapes d'avancement (définir les points d'arrêts).
- Suivre et valider chaque étape d'avancement des projets selon les points d'arrêts qui auront été définis
- Elaborer et communiquer les calendriers prévisionnels des engagements et des paiements.
- Identifier les actions à conduire et leur nature (organisationnelle, technique, financière, personnel, etc...).
- Associer à l'objectif à atteindre les actions et les moyens nécessaires.
- Séquencer les actions dans un ordre logique.
- Redéfinir le contenu type du petit déjeuner, du déjeuner et du dîner sur la base d'un montant de 1 500 FCFA.
- Mettre en place le suivi des repas servis ;
- Analyser la consommation des repas par les consommateurs ;
- Mettre en place un suivi de la qualité ;
- Assurer un approvisionnement en produits de 1ère nécessité de qualité sans rupture.
- Redéfinir les circuits d'approvisionnement en concertation avec les fournisseurs.
- Revoir la politique de tarification avec les partenaires (CNAMGS, ...)
- Optimiser le taux d'occupation des lits

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Urbanisme / Tableau Général des propriétés de l'état (partenaires);
- Génie militaire éventuellement (partenaires);
- DGBFIP : assistance passation des marchés (partenaires);
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (partenaires).
- Bureau prévention (partenaires)
- SEEG (partenaires)
- Fournisseurs
- CNAMGS, l'OMS, le Ministère de la sante publique

OBJECTIF N°7 : Programme de mise en place de Détachement en Province.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Redémarrer les travaux pour le site d'Oyem et terminer à 60% le gros œuvre.
- Finaliser l'acquisition du terrain de Mouilla à 100%

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Taux de mise en œuvre de la construction du site d'Oyem	%	0	60	20	20	100
Taux de mise en œuvre de la construction du site de Mouilla	%	0	100	20	20	100

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Taux d'avancement de construction du site d'Oyem :

- Définition : Cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site d'Oyem.
- Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site d'Oyem) x 100.

Indicateur 2 : Taux d'avancement de construction du site de Mouila :

- Définition : Cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site de Mouila.
- Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site de Mouila) x 100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Créer une cellule de contrôle des travaux
- Créer des étapes d'avancement (définir les points d'arrêts).
- Suivre et valider chaque étape d'avancement des projets selon les points d'arrêts qui auront été définis
- Elaborer et communiquer les calendriers prévisionnels des engagements et des paiements.
- Identifier les actions à conduire et leur nature (organisationnelle, technique, financière, personnel, etc...).

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Urbanisme / Tableau Général des propriétés de l'état (partenaires);
- Génie militaire éventuellement (partenaires);
- DGBFIP : assistance passation des marchés (partenaires);
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (partenaires).
- Bureau prévention (partenaires)
- SEEG (partenaires)
- Fournisseurs

OBJECTIF N°8 : Créer un Centre d'Instruction à LECONI D'ici à 2020.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux du site de Léconi.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Taux d'avancement des travaux de construction du site de Léconi	%	15	80	100	100	100

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Avancement des travaux de construction du site de Léconi :

- Définition : cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement des travaux de construction du site de Léconi.
- Mode de calcul : (Nombre de travaux effectués / Nombre de travaux total à réaliser sur le site de Léconi) x 100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Créer des étapes d'avancement (définir les points d'arrêts).
- Suivre et valider chaque étape d'avancement des projets selon les points d'arrêts qui auront été définis
- Elaborer et communiquer les calendriers prévisionnels des engagements et des paiements.

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- Urbanisme / Tableau Général des propriétés de l'état (partenaires) ;
- Génie militaire éventuellement (partenaires) ;
- DGBFIP : assistance passation des marchés (partenaires) ;
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (partenaires).
- Bureau prévention (partenaires)
- SEEG (partenaires)
- Fournisseurs

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Atteindre 80% de réalisation pour les travaux d'aménagement du site de la section nautique

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Prévision PAP	2020 Cible	2021 Cible	Cible à échéance
Taux d'aménagement de la section nautique	%	0	80	100	100	100

Source des données : DLI - DSAF – DIRTRANS – DIROPS – DGSS

Précisions méthodologiques :

Indicateur 1 : Réalisation des infrastructures :

- Définition : Cet indicateur permet de connaître le taux d'avancement de réalisation des infrastructures d'un nouveau site afin d'accueillir la section nautique.
- Mode de calcul : (Nombre d'infrastructures réalisées / Nombre total d'infrastructures à réaliser sur le site d'ACAE) x100

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Créer une cellule de contrôle des travaux
- Mettre en place les dispositions sécuritaires validées et assurer leur pérennité.
- Tester les dispositions sécuritaires mises en place.
- Bien prendre en compte l'échéance proche du déplacement (les travaux du Port Môle entraîneront l'expulsion du détachement de la GR et réduiront de facto la capacité opérationnelle nautique)

CONTRIBUTIONS DES OPERATEURS / PARTENAIRES

- DGBFIP : conseil dans l'élaboration des conventions de construction (partenaires)
- GENIE MILITAIRE : réalisation d'une partie des travaux (partenaires)
- TSPRA : prise en compte des priorités de paiements (partenaires)
- OPRAG (partenaires);

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Action et titre	AE ouvertes en LFR pour 2020 (a)	AE engagées en LFR pour 2020 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020 (d)	Ecart (c) - (d)
N° 7.325.1 Préparation et emploi des forces de la Garde républicaine	187 250 000	149 800 000	37 450 000	187 250 000	149 800 000	37 450 000
Titre 1. Charges financières de la dette			0			0
Titre 2. Dépenses de personnel			0			0
Titre 3. Dépenses de biens et services	187 250 000	149 800 000	37 450 000	187 250 000	149 800 000	37 450 000
Titre 4. Dépenses de transfert			0			0
Titre 5. Dépenses d'investissement			0			0
Titre 6. Autres dépenses			0			0
N° 7.325.2 Équipement des forces de la garde républicaine	5 728 203 971	5 545 055 397	183 148 574	5 728 203 971	5 545 055 397	183 148 574
Titre 1. Charges financières de la dette			0			0
Titre 2. Dépenses de personnel			0			0
Titre 3. Dépenses de biens et services	153 497 000	122 797 600	30 699 400	153 497 000	122 797 600	30 699 400
Titre 4. Dépenses de transfert			0			0
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174
Titre 6. Autres dépenses			0			0
N° 7.325.3 Vie du soldat de la Garde républicaine	28 211 384 185	44 978 500	28 166 405 685	28 211 384 185	44 978 500	28 166 405 685
Titre 1. Charges financières de la dette			0			0
Titre 2. Dépenses de personnel	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185
Titre 3. Dépenses de biens et services	55 107 500	44 086 000	11 021 500	55 107 500	44 086 000	11 021 500
Titre 4. Dépenses de transfert			0			0
Titre 5. Dépenses d'investissement			0			0
Titre 6. Autres dépenses			0			0

Total pour le programme GR	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259	34 126 838 156	5 739 833 897	28 387 004 259
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185	28 156 276 685	892 500	28 155 384 185
Titre 3. Dépenses de biens et services	395 854 500	316 683 600	79 170 900	395 854 500	316 683 600	79 170 900
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174	5 574 706 971	5 422 257 797	152 449 174
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

En AE, sur les 34 126 838 156 FCFA des crédits inscrits en LFR, un montant de 5 739 833 897 FCFA a été engagé soit un écart de 28 387 004 259 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 17%.

- Pour le titre 2, soit le montant de 28 156 276 685 FCFA prévu par la LFR, 892 500 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 28 155 384 185 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 1%.
- Pour le titre 3, soit le montant de 395 854 500 FCFA prévu par la LFR, 316 683 600 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 79 170 900 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 80%.
- Pour le titre 5, soit le montant de 5 574 706 971 FCFA prévu par la LFR, 5 422 257 797 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 152 449 174 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 97%.

En CP, sur les 34 126 838 156 FCFA des crédits inscrits en LFR, un montant de 5 739 833 897 FCFA a été engagé soit un écart de 28 387 004 259 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 17%.

- Pour le titre 2, soit le montant de 28 156 276 685 FCFA prévu par la LFR, 892 500 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 28 155 384 185 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 1%.
- Pour le titre 3, soit le montant de 395 854 500 FCFA prévu par la LFR, 316 683 600 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 79 170 900 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 80%.
- Pour le titre 5, soit le montant de 5 574 706 971 FCFA prévu par la LFR, 5 422 257 797 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 152 449 174 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 97%.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Virements

RAS

Transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780 : Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.325: Garde Républicaine	5	79 000 000	79 000 000
Total des transferts			79 000 000	79 000 000
dont Titre 5			79 000 000	79 000 000

Annulations

RAS

Reports

RAS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

Emplois de l'administration	Effectifs au 31-déc-18	Effectifs au 31-déc-19	Effectifs au 1 ^{er} janvier 2020	Mouvements d'effectifs en 2020			Effectifs au 31.12. 2020
				Sorties	Entrées	Ecart (entrées - sorties)	
Officiers généraux	2	4	4	0	0	0	4
Permanents	2	4	4	0	0	0	4
Non permanents						0	0
Officiers	174	195	214	27	0	-27	187
Permanents	174	195	214	27	0	-27	187
Non permanents						0	0
Sous-officiers	2296	2275	2647	166	0	-166	2481
Permanents	2296	2275	2647	166	0	-166	2481
Non permanents						0	0
Militaires du rang	1086	867	1110	0	312	312	1422
Permanents	1086	867	1110	0	312	312	1422
Non permanents						0	0
Agents sur solde indiciaire (Cat A + B + C)						0	0
Main d'œuvre non permanente	5	5	5	0	0	0	5
Total pour les emplois de l'administration au niveau du programme	3563	3346	3980	193	312	119	4099

Explication des évolutions :

Un recrutement a été initié au 2^{ème} semestre 2020 soit 312 recrues. Celle-ci a permis de compenser les différents départs (193 retraites, DCD, radiés...), soit un + de 119 personnels.

Fin 2020, il est constaté un effectif de 4 099 personnels.

EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS

RAS

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LFR		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	28 156 276 685	28 156 276 685	892 500	892 500	28 155 384 185	28 155 384 185
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère						
Total des crédits de titre 2	28 156 276 685	28 156 276 685	892 500	892 500	28 155 384 185	28 155 384 185

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

En AE, sur les 28 156 276 685 FCFA des crédits inscrits en LFR, un montant de 892 500 FCFA a été engagé soit un écart de 28 155 384 185 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 1%.

En CP, sur les 28 156 276 685 FCFA des crédits inscrits en LFR, un montant de 892 500 FCFA a été engagé soit un écart de 28 155 384 185 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 1%.

Observations : Le Titre 2 est exécuté en centralisée.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

PROGRAMME GARDE REPUBLICAINE	Crédits de titre 3 prévus dans la LFR		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 Préparation Emplois des Forces GR	187 250 000	187 250 000	149 800 000	149 800 000	37 450 000	37 450 000
Carburant – autres appareils	80 001 152	80 001 152	71 000 000	71 000 000	9 001 152	9 001 152
Carburant - avions et équip. aéronautique	80 001 152	80 001 152	60 000 000	60 000 000	20 001 152	20 001 152
Carburant - véhicules divers	9 798 848	9 798 848	9 000 000	9 000 000	798 848	798 848
Frais d'inhumation	6 797 600	6 797 600	4 800 000	4 800 000	1 997 600	1 997 600
Equipement MO	10 651 248	10 651 248	5 000 000	5 000 000	5 651 248	5 651 248
ACTION 2 Equipement GR	153 497 000	153 497 000	122 797 600	122 797 600	30 699 400	30 699 400
Consommables médicaux	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000	0	0
Entretien et réparations – clim. de bureaux et bâtiments administratifs	3 500 000	3 500 000	3 500 000	3 500 000	0	0
Fournitures d'entretien - autres véhicules	78 506 810	78 506 810	65 500 000	65 500 000	13 006 810	13 006 810
Fournitures de bureaux diverses	35 000 250	35 000 250	22 500 000	22 500 000	12 500 250	12 500 250
Fournitures d'entretien - bâtiments et équipement administratifs	15 250 000	15 250 000	10 250 000	10 250 000	5 000 000	5 000 000
Fournitures d'entretien – travaux et équip. génie civil et agricole	999 940	999 940	999 940	999 940	0	0
Fournitures sportives	4 500 000	4 500 000	4 307 660	4 307 660	192 340	192 340
Frais d'inhumation	740 000	740 000	740 000	740 000	0	0
Habillement	10 500 000	10 500 000	10 500 000	10 500 000	0	0
Médicaments	2 000 000	2 000 000	2 000 000	2 000 000	0	0
ACTION 3 Vie du Soldat GR	55 107 500	55 107 500	44 086 000	44 086 000	11 021 500	11 021 500
Frais d'inhumation	800 000	800 000	800 000	800 000	0	0
Locations – résidences	37 744 000	37 744 000	37 744 000	37 744 000	0	0
Médicaments	3 999 955	3 999 955	3 999 955	3 999 955	0	0
Services professionnels gabonais – Divers	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000	0	0
Habillement	11 063 545	11 063 545	42 045	42 045	11 021 500	11 021 500
Total des crédits de titre 3	395 854 500	395 854 500	316 683 600	316 683 600	79 170 900	79 170 900

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

➤ **En AE Titre 3**, soit un montant de 395 854 500 FCFA prévu par la LFR, 316 683 600 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 79 170 900 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 80%.

➤ **En CP Titre 3**, soit un montant de 395 854 500 FCFA prévu par la LFR, 316 683 600 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 79 170 900 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 80%.

ACTION 1 : Préparation Emplois des Forces GR

90% du montant soit 169 801 152 FCFA sur 187 250 000 FCFA ont été engagés dans le carburant afin que la GR puisse effectuer ces missions régaliennes.

Un écart de 37 450 000 FCFA soit un écart de 10% est constaté suite au non-paiement de certains dossiers d'engagement. Cette situation met la GR dans une situation inconfortable et compromet ses missions.

ACTION 2 Equipement GR

73% du montant soit 113 256 750 FCFA sur 153 497 000 FCFA ont été engagés dans les équipements et l'entretien des VHL afin que la GR puisse effectuer ces missions régaliennes.

Un écart de 30 699 400 FCFA soit un écart de 27% est constaté suite au non-paiement de certains dossiers d'engagement. Cette situation met la GR dans une situation inconfortable et compromet ses missions.

ACTION 3 Vie du Soldat GR

100% du montant soit 55 107 500 FCFA sur 55 107 500 FCFA ont été engagés dans le soutien et le bien-être du Garde afin que la GR puisse effectuer ces missions régaliennes.

Un écart de 11 021 500 FCFA soit un écart de 7% est constaté suite au non-paiement de certains dossiers d'engagement. Cette situation met la GR dans une situation inconfortable et compromet ses missions.

OBSERVATIONS : la mise à disposition a été de 316 683 600 FCFA. Il a été engagé la totalité de ce montant. Le montant engagé a été en totalité payé.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

RAS

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LFR		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommés	CP consommés	AE	CP
ACTION 1 Préparation Emplois des Forces GR	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
ACTION 2 Equipement GR	5 574 706 971	5 574 706 971	5 422 257 797	5 422 257 797	152 449 174	152 449 174
PRISE EN CHARGE ACHAT ARMEMENT LOURD 3 MORTIER & APP DE VISEES	316 500 000	316 500 000	316 500 000	316 500 000	0	0
PRISE EN CHARGE ACQUISITION VHL MUTSUBISHI CANTER	269 973 000	269 973 000	269 973 000	269 973 000	0	0
PRISE EN CHARGE ACQUISITION VHL TOYOTA RUSH	151 500 000	151 500 000	151 500 000	151 500 000	0	0
PRISE EN CHARGE AU TITRE DU SOLDE DE LA MAINTENANCE ENTR DES AERONEFS	600 000 000	600 000 000	600 000 000	600 000 000	0	0
PRISE EN CHARGE CONST EXTENTION EM R+2	115 000 000	115 000 000	115 000 000	115 000 000	0	0
PRISE EN CHARGE COULAGE BETON SUR CHAUSSEE	49 980 000	49 980 000	49 980 000	49 980 000	0	0
PRISE EN CHARGE CREATION DES VOIES INT BV N°EC LOT PARCEL MORCELLEMENT	38 080 000	38 080 000	38 080 000	38 080 000	0	0
PRISE EN CHARGE DECISI DOTATIO EXCEPT CONST & REHABILI INFRA	1 422 929 290	1 422 929 290	1 422 929 290	1 422 929 290	0	0
PRISE EN CHARGE FOUR MATERIELS INCENDIES	72 636 672	72 636 672	72 636 672	72 636 672	0	0
PRISE EN CHARGE FOURN ET POSE TABL ELECTRIQUE	13 743 431	13 743 431	13 743 431	13 743 431	0	0

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LFR		Crédits de titre 5 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE consommés	CP consommés	AE	CP
PRISE EN CHARGE FOURN MATELAS EPONGES 90X190X20CM	195 485 822	195 485 822	195 485 822	195 485 822	0	0
PRISE EN CHARGE FOURN PIECES DETACHEES VHL	299 999 504	299 999 504	299 999 504	299 999 504	0	0
PRISE EN CHARGE HABILLEMENT	339 150 000	339 150 000	339 150 000	339 150 000	0	0
PRISE EN CHARGE POSE BORDURE T2 COULAGE BETON	44 327 500	44 327 500	44 327 500	44 327 500	0	0
PRISE EN CHARGE REMBLAIS MISE EN FORME COMPACTAGE PLATEF	37 010 000	37 010 000	37 010 000	37 010 000	0	0
PRISE EN CHARGE SCARIFICATION DE LA COUCHE DE SURFACE EXISTANTE	36 295 000	36 295 000	36 295 000	36 295 000	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°ASSAINISSEMENT POSE CANIVEAUX	44 327 500	44 327 500	44 327 500	44 327 500	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°AUX EM	87 043 052	87 043 052	87 043 052	87 043 052	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°AUX ENT CASERNE	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°CONST F4 MOY STANDING	149 980 000	149 980 000	149 980 000	149 980 000	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°DE REFECT BAT COMCHEF GR	88 390 000	88 390 000	0	0	88 390 000	88 390 000
PRISE EN CHARGE TRBV N°DE REFECT CASERNE 12 MARS FVC	45 000 000	45 000 000	45 000 000	45 000 000	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°DE REFECT POSTES GARD PALAIS FVC	40 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000	0	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°REFECT & AMENAG GAP	117 356 200	117 356 200	53 297 026	53 297 026	64 059 174	64 059 174
ACTION 3 Vie du Soldat GR	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Projet de développement ou d'équipement	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 5	5 574 706 971	5 574 706 971	5 422 257 797	5 422 257 797	152 449 174	152 449 174

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 5 en faisant sortir les différents projets de développement et d'équipement :

- En **AE Titre 5**, soit un montant de 5 574 706 971 FCFA prévu par la LFR, 5 422 257 797 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 152 449 174 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 95%.
- En **CP Titre 5**, soit un montant de 5 574 706 971 FCFA prévu par la LFR, 5 422 257 797 FCFA ont été engagés. Soit un écart constaté de 152 449 174 FCFA. Niveau d'exécution correspondant à 95%.

Projet Equipement :

- **ENTRETIEN REPARATION DES AERONEF** : 10% du montant soit 600 000 000 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour l'entretien du ATR42 et du VIP 100% du montant a été réglé. Les réparations ont été effectuées à hauteur de ce budget.
- **ACQUISITION D'ARMEMENT LOURD** : 6% du montant soit 316 500 000 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour l'achat de 3 mortiers. 100% du montant a été réglé. Les mortiers sont en cours de livraison (mi-avril 2022). Les organes de sécurité ont déjà été acquis.
- **ENTRETIEN REPARATION DES VEHICULES** : 13% du montant soit 721 472 504 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour l'entretien des véhicules gammes tactiques et gammes civils prestigieuses. 100% du montant a été réglé. 100% du service fait a été constaté.
- **ACQUISITION DE MATERIELS DE LUTTE INCENDIE** : 1% du montant soit 72 636 672 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour l'achat de matériels de lutte contre les incendies. 100% du montant a été réglé. Ces acquisitions englobent une formation d'utilisation des dits matériels et d'un contrat de maintenance. Les formations sont terminées et les livraisons des matériels toujours en cours.
- **AUTRES EQUIPEMENT** : 10% du montant soit 534 635 822 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour l'acquisition de matelas et de lit pour 195 485 822 FCFA ainsi que pour 339 150 000 FCFA d'habillement (treillis, rangers, ceinturon). 100% du montant a été réglé. 100% du service fait a été constaté.
- **CONSTRUCTION** : 11% du montant soit 615 786 483 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagés pour les projets suivants :

Projets	Engagé	Payé	Reste à payer
CONSTRUCTION EXTENTION ETAT-MAJOR R+2	115 000 000	115 000 000	0
COULAGE BETON SUR CHAUSSEE ETAT-MAJOR	49 980 000	49 980 000	0
CREATION DES VOIES INT BV N°EC LOT PARCEL MORCELLEMENT ONGONDJE	38 080 000	38 080 000	0
FOURN ET POSE TABL ELECTRIQUE GIP	13 743 431	13 743 431	0
POSE BORDURE T2 COULAGE BETON GIP	44 327 500	44 327 500	0
REMBLAIS MISE EN FORME COMPACTAGE PLATEF GIP	37 010 000	37 010 000	0
SCARIFICATION DE LA COUCHE DE SURFACE EXISTANTE ONGONDJE	36 295 000	36 295 000	0
TRAVAUX ASSAINISSEMENT POSE CANIVEAUX GIP	44 327 500	44 327 500	0
TRAVAUX FINITION ETAT-MAJOR	87 043 052	87 043 052	0
TRAVAUX CONST F4 MOY STANDING OKALA	149 980 000	149 980 000	0

100% du montant a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

- **CONSTRUCTION** :49% du montant soit 271 3675 490 FCFA sur 5 574 706 971 FCFA ont été engagé pour les projets suivants :

Projets	Engagé	Payé	Reste à payer
REHABILITATION INFRA DES CASERNES DE LA GR	1 422 929 290	1 422 929 290	0
ENTRETIEN DES SITES DE LA GR SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE	1 000 000 000	1 000 000 000	0
REHABILITATION DU BATIMENT DE COMMANDEMENT GR	88 390 000	0	88 390 000
PRISE EN CHARGE TRBV N°DE REFECT CASERNE 12 MARS FVC	45 000 000	45 000 000	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°DE REFECT POSTES GARD PALAIS FVC	40 000 000	40 000 000	0
PRISE EN CHARGE TRBV N°REFECT & AMENAG GAP	117 356 200	53 297 026	64 059 174

100% du projet 1 a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

100% du projet 2 a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

100% du projet 3 n'a pas été réglé. 100% du service fait a été constaté.

100% du projet 4 a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

100% du projet 5 a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

50% du projet 6 a été réglé. 100% du service fait a été constaté.

BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS

RAS

PROGRAMME : VIE DU SOLDAT

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Sous la responsabilité du Médecin Général Inspecteur, Médecin Chef Commandant de l'Hôpital d'Instruction des Armées Omar BONGO ONDIMBA, le programme **VIE DU SOLDAT** est une des constituantes de la Mission Défense dans sa partie sociale.

Le Programme Vie du Soldat est au cœur de l'action du Ministère de la Défense Nationale car il recouvre l'ensemble des actions qui concourent au bien-être du soldat, sur le plan social, sportif, culturel, alimentaire et sanitaire.

Ce programme doit être en étroite collaboration avec les programmes Soutien, Équipement et Préparation et Emploi des Forces.

Sa mise en œuvre sera axée sur une gestion rigoureuse, qui fera appel non seulement aux partenaires du Ministère de la Défense Nationale, mais aussi aux organismes publics et privés ainsi qu'à certains pays étrangers avec lesquels nous entretenons des relations de coopération militaire.

Les principales unités qui entrent dans la mise en œuvre de ce programme sont :

- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar BONGO ONDIMBA ;
- L'École d'Application du Service de Santé Militaire ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées d'Akanda,
- La Direction Générale du Génie Militaire ;
- La Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale des Services Administratifs et Financiers GENA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de l'EMGFA ;
- La Direction Générale des Sports et Loisirs de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale du matériel et de la Formation ;
- Les Directions des Services Administratifs et Financiers des différents corps ;
- Les Directions des Affaires Sociales des corps ;
- Les Directions des Services de Santé des Forces ;
- Les Services des sports des corps.

Le Programme Vie du Soldat va s'exécuter avec le concours de l'ensemble des entités qui constituent les Forces de Défense. Il va s'articuler autour de cinq (5) actions qui prendront en compte l'ensemble des besoins relatifs au mieux-être des militaires et de leurs familles

PRESENTATION DES ACTIONS

ACTION N° 1 : Coordination, Activités Sociales, Culturelles et Sportives du soldat

Les activités socioculturelles et sportives au sein des forces de défense sont un des éléments essentiels qui participent à la cohésion et à l'épanouissement des personnels et des familles.

La pratique du sport est obligatoire au sein de nos forces. Elle constitue un puissant vecteur dans le cadre du maintien de la capacité opérationnelle des troupes.

Cette action est mise en œuvre par la Direction Générale du Service de Santé Militaire à travers :

- La Direction des Affaires Sociales du Service de Santé Militaire ;
- La Direction des Affaires Sociales de l'État-Major Général des Forces Armées ;
- La Direction des Affaires Sociales de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction des Sports de l'État-Major Général des Forces Armées ;
- La Direction de l'Organisation et de la Logistique du Service de Santé Militaire ;
- Le Service sport de la santé militaire ;
- Le service sport du Génie Militaire.

ACTION N° 2 : Santé militaire

Cette action constitue le pilier central autour duquel gravitent toutes les activités participant à la santé des troupes. Cette action est mise en œuvre par la Direction Générale du Service de Santé Militaire à travers :

- La Direction Générale du Service de Santé Militaire ;

- L'Hôpital d'Instruction des Armées Omar BONGO ONDIMBA ;
- L'Hôpital d'Instruction des Armées d'AKANDA
- L'École d'application du Service de Santé Militaire de Libreville ;
- L'École de Préparation aux Carrières du Service de Santé Militaire ;
- La Direction de l'Action Scientifique et Technique ;
- L'Hôpital médico chirurgical de campagne ;
- Le Programme Militaire de lutte contre le SIDA ;
- Le Service médicale d'urgence et de réanimation des armées ;
- L'Établissement central de ravitaillement sanitaire ;
- La Direction du service santé des forces armées gabonaises ;
- La Direction du Service santé de la gendarmerie nationale.
- Institut de cancérologie de Libreville.

ACTION N° 3 : Alimentation

La Défense Nationale, repose sur la ressource humaine. À ce titre, l'État assure à ces personnels qui ont choisi de servir leur pays jusqu'au sacrifice suprême, des conditions de vie valorisantes sur le plan alimentaire qui soient en rapport avec le degré de leur engagement.

Cette action est mise en œuvre par la Direction du budget du Génie Militaire à travers :

- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de Terre ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de l'Air ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Marine Nationale ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Corps des Sapeurs-Pompiers ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Service de Santé Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Génie Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Direction Générale des Contres ingénieries ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la DGMAF ;
- La Direction Générale des Services Administratifs et financiers de la Gendarmerie Nationale.

ACTION N° 4 : Logement

Cette action comporte une dimension sociale forte et représente pour les personnels des forces de défense, un besoin fondamental. Rappelons que la loi n°018/2010 du 27/07/2010 portant ratification de l'ordonnance n°007/PR/2010 du 25/02/2010 portant statut particulier des militaires (article 43) dispose que le militaire est astreint à être logé aux frais de l'État, en caserne, dans les camps militaires ou dans des logements d'astreinte et qu'en cas d'impossibilité, il a droit à une indemnité de logement et bénéficie d'une indemnité d'eau et d'électricité.

Cette action est mise en œuvre par la Direction des Services Administratifs et financiers de l'État-major de l'Armée de l'Air à travers :

- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de Terre ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Armée de l'Air ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Marine Nationale ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Corps des Sapeurs-Pompiers ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Service de Santé Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers du Génie Militaire ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la Direction Générale des Contres ingénieries ;
- La Direction des Services Administratifs et financiers de la DGMAF ;
- La Direction Générale des Services Techniques de la Gendarmerie Nationale ;
- La Direction Générale de la Logistique de l'EMGFA ;
- Le Secrétariat Générale/ DGSFLI.

ACTION N° 5 : Militaire à la retraite et anciens combattants

Cette action, par sa dynamique, permettra à l'État de mener des activités qui vont concourir à l'épanouissement du militaire retraité. Parmi les actions à mener, il s'agira entre autres du respect des textes votés, et leur application, au profit des anciens militaires (indemnité de services rendus, taux de pension de retraite fixé à 80% de la solde de base). La mise en place du Fond de Pensions et d'Investissement des Forces de Défense et de Sécurité participe à l'amélioration des conditions de vie et de travail du militaire.

Cette action est mise en œuvre par l'Office National des Anciens Combattants à travers :

- La Direction Centrale des Personnels du Service de Santé Militaire ;

- La Direction Générale de l'Organisation et des personnels de l'EMGFA ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Armée de Terre ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Armée de l'Air ;
- La Direction Centrale des Personnels de la Marine Nationale ;
- La Direction Centrale des Personnels de l'Aviation Légère des Armées ;
- La Direction Centrale des Personnels du Corps des Sapeurs-Pompiers ;
- La Direction Centrale des Personnels du Génie Militaire ;
- La Direction Générale des Personnels de la Gendarmerie Nationale.

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

De l'état des lieux et de l'analyse stratégique ressortent les idées fortes suivantes :

- Un maintien en condition physique des militaires sans de véritables infrastructures ou avec des structures sportives obsolètes ;
- Un manque de moniteurs sportifs : manque de formation continue des anciens ; manque de formation de nouveaux ;
- Des mess seulement à Libreville et Mouila mais un fonctionnement difficile de ceux-ci et des problèmes de gestion ;
- Le Service de Santé Militaire assure une bonne couverture géographique mais certaines infrastructures de santé sont rudimentaires ;
- Des normes en matière de service de santé (bilan médical périodique, etc.) qui ne sont plus respectées ;
- Un projet d'hôpitaux de garnison qui n'a pas été mis en place (dans les régions militaires) ;
- On dispose de l'hôpital militaire de référence de la sous-région mais dont les capacités doivent être renforcées ;
- Un effort de formation continue insuffisant des professionnels de santé dans les structures militaires et un manque de spécialistes ;
- Toutefois, une population militaire globalement plutôt en bonne santé ;
- Les soldats se plaignent constamment de l'alimentation : manque d'infrastructures pour la restauration ; prime alimentaire journalière insuffisante ; enveloppe budgétaire « restauration » insuffisante compte tenu de la forte hausse des effectifs ;
- Tous les soldats ne sont pas logés dans une caserne et sont donc difficiles à mobiliser très rapidement ; certains corps n'ont aucune caserne ; beaucoup de casernes sont vétustes ; à l'intérieur du pays il n'existe aucune caserne ;
- Un suivi social peu effectif, seulement à Libreville mais pas en province ;
- Le passage du militaire de la vie active à la retraite pose toute une série de problèmes : manque d'information sur ce que sera la pension versée, dossiers qui tardent à être complets, manque d'accompagnement de la préparation de sa retraite, délai parfois long avant de toucher régulièrement sa pension....

ENJEUX

- Parvenir à redynamiser la pratique du sport dans l'ensemble des casernes ;
- Parvenir à respecter les textes, les engagements pris vis-à-vis des militaires en matière de vie du soldat ;
- Créer les conditions optimales assurant un moral élevé des troupes ;
- Créer les conditions de vie et de préparation à la retraite à travers la mise en place du fonds de pensions.

OBJECTIF N°1 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire

- Résultat annuel attendu : Avoir 10 travailleurs sociaux opérationnels par corps ;

OBJECTIF N° 2 : Créer des conditions conduisant tout militaire à un entrainement sportif régulier

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir organisé quatre marches d'entretiens par an et par corps ;
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir formé 8 moniteurs de sport par corps à l'INJS ;
- Résultat annuel attendu 3 : Avoir aménagé des circuits de marches dans deux (2) camps.

OBJECTIF N°3 : Demeurer les hôpitaux de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite.

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir mis en place des pôles d'excellence : Urgences médico-chirurgicales, Urologie et Urgences neuro-vasculaires ;
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir réalisé 2 000 interventions et 5 000 consultations.

OBJECTIF N°4 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire d'ici à 2022.

- Résultat annuel attendu : Être parvenu à nourrir 6 000 militaires à 3 000 FCFA par jour au cours des 365 jours de l'année 2022.

OBJECTIF N°5 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété.

- Résultat annuel attendu : Avoir obtenu un lotissement pour les militaires.

OBJECTIF N°6 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

- Résultat annuel attendu 1 : Avoir signé 3 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite ;
- Résultat annuel attendu 2 : Avoir organisé une cérémonie de départ pour tous les militaires partant à la retraite dans l'année ;
- Résultat annuel attendu 3 : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance ;
- Résultat annuel attendu 4 : Disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N° 1 : Assurer un accompagnement social pour tout militaire.

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Avoir 10 travailleurs sociaux opérationnels par corps ;
- Avoir réalisé 5000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux.

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel N°1 : Aucun travailleurs social n'a été recruté en 2020 (objectif non atteint) ;
- Résultat annuel N°2 : aucune visite n'a été réalisée sur les 5000 prévues (Objectif non atteint) ;

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de travailleurs sociaux opérationnels par corps	Nombre	NC	NC	10	0	0	10	10
Nombre de visites réalisées par les travailleurs sociaux	Nombre	NC	NC	5000	0	0	5000	5000

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel n°1 : En 2020, il était prévu de former deux (2) travailleurs sociaux opérationnels par corps. Les négociations avec l'Institut Nationale de Formation en action Sociale (INFAS) n'ont pas abouti. Et aucune autre école au Gabon ne forme des cadres au niveau souhaité par nous d'une part, et d'autre part, nous n'avons pas eu de crédits suffisants pour pouvoir engager une formation vers les autres pays.

Résultat annuel n°2 : l'objectif en 2020 était de réaliser 5 000 visites dans l'année par les travailleurs sociaux au profit des militaires et de leurs familles. Mais par défaut de moyens, les travailleurs sociaux ne peuvent pas se déplacer, leurs actions consistent donc uniquement à recevoir les quelques personnes qui peuvent bien venir vers eux. Or il serait intéressant d'initier des campagnes de sensibilisation et d'information aussi bien à Libreville qu'à l'intérieur du pays.

OBJECTIF N° 2 : Créer des conditions conduisant tout militaire à un entrainement sportif régulier

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel N°1 : Avoir formé 8 moniteurs de sport par corps à l'INJS ;
- Résultat annuel N°2 : Avoir aménagé des circuits de marches dans deux (2) camps.

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel N°1 : Aucun moniteur de sport formé à l'INGS en 2018 (Objectif non atteint)
- Résultat annuel N°2 : Aucuns circuits de marche aménagés en 2018 (Objectif non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de marches d'entretiens organisées par an et par corps	Nombre	0	32	10	3	-7	20	30
Taux de mise en œuvre de la politique de suivi des sportifs	%	0	15	0	0	0	100%	100%
Nombre de moniteurs de sport formés par corps à l'INJS	Nombre	0	8	8	0	-8	0	0
Nombre de circuits de marches aménagés dans les camps	Nombre	0	2	2	0	-2	0	0

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel n°1 : Trois (3) marches d'entretiens ont été organisées (Armée de Terre 2 et santé Militaire 1). Notons que ces marches ont été organisées en dehors du cadre dans lequel nous les avons prévues dans nos prévisions budgétaires. Ce sont des initiatives des officiers sport avec des moyens inadéquats et une organisation approximative.

Résultat annuel n°3 : Aucune initiative en matière de mise en place d'une politique de suivi des sportifs.

Résultat annuel n°4 : Par défaut de crédits budgétaires, aucun personnel du Ministère de la Défense n'a pu s'inscrire à l'INJS pour une formation quelconque.

Résultat annuel n°5 : aucun circuit de marche n'a été aménagé pour les mêmes raisons citées plus haut.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°3 : Demeurer les hôpitaux de référence de la sous-région et viser une reconnaissance au niveau du continent, et cela en développant la formation d'une élite

Niveau de réalisation des résultats annuels

- Résultat annuel n°1 : Avoir mis en place les pôles d'excellences des Urgences médico-chirurgicales et d'urologie ;
- Résultat annuel n°2 : Avoir réalisé 2000 interventions et 5000 consultations

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel n°1 : Aucun pôle d'excellence mis en place en 2019 (Objectif non atteint)
- Résultat annuel n°2 : Il nous impossible de communiquer sur ce résultat par manque d'informations fiables.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement de la mise en place du pôle d'urgence médicochirurgicale	%	70	100	100%	0%	NC	NC	NC
Nombre d'interventions	Nombre	NC	1000	2000	0	NC	NC	NC
Taux d'avancement de la mise en place du pôle d'urologie	%	70	100	100%	0%	NC	NC	NC
Nombre de consultations	Nombre	NC	3000	5000	0	NC	NC	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel n°1 : La réalisation de cet objectif est tributaire de la disponibilité des crédits, du fait qu'il nécessite l'acquisition de nombreux équipements et de consommables.

Résultat annuel n°2 : Données non communiquée. Cependant des chiffres existent sur cette activité, mais du fait que l'objectif n'ait connu aucun début de réalisation, il serait mal venu d'attribuer ces chiffres à cet objectif.

Résultat annuel n°3 : La réalisation de cet objectif est tributaire de la disponibilité des crédits, du fait qu'il nécessite l'acquisition de nombreux équipements et de consommables.

Résultat annuel n°4 : Données non communiquée. Cependant des chiffres existent sur cette activité, mais du fait que l'objectif n'ait connu aucun début de réalisation, il serait mal venu d'attribuer ces chiffres à cet objectif

OBJECTIF STRATEGIQUE N°4 : Faire de la restauration un facteur de satisfaction pour le militaire.

Niveau de réalisation des résultats annuels

- Résultat annuel : Être parvenu à nourrir 6 000 militaires à 3 000 FCFA par jour au cours des 365 jours de l'année 2017.

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel : Objectif pleinement atteint

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de repas complet servi (DO+GADRE)	Nombre	NC	5251	6 000	6000	00	6000	6000

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel N°1 Objectif pleinement atteint. La mise en place d'une nouvelle politique de gestion des crédits affectés à l'alimentation a permis d'assurer correctement l'alimentation de la troupe. Les livraisons ont donc pu se faire sans problèmes et la satisfaction de la troupe est perceptible.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°5 : Mettre en place une politique de développement de l'accès à la propriété

Niveau de réalisation des résultats annuels

Rappel des résultats attendus

- Résultat annuel : Avoir obtenu un lotissement pour les logements des militaires ;

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel : Aucune avancée sur ce dossier en 2018 (Objectif non atteint)

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du dossier d'obtention d'un lotissement à Libreville	%	10%	10%	70%	0%	-60%	NC	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel : Aucune démarche ne s'est faite en 2019 dans le cadre de cet objectif. Cela pour plusieurs raisons ; les orientations de la tutelle vers de nouvelles politiques et le manque de crédits.

OBJECTIF STRATEGIQUE N°6 : Offrir un service de qualité lors de la préparation et la mise à la retraite.

Niveau de réalisation des résultats annuels

- Résultat annuel n°1 : Avoir signé 3 conventions avec des organismes pouvant assurer des formations pour se réinsérer après la retraite ;
- Résultat annuel n°2 : Avoir organisé une cérémonie de départ pour tous les militaires partant à la retraite dans l'année ;
- Avoir organisé une cérémonie de départ pour tous les militaires partant à la retraite dans l'année ;
- Résultat annuel n°3 : Disposer d'un fichier exhaustif et à jour des anciens combattants post phase indépendance ;
- Résultat annuel n°4 : Disposer de la liste élargie et validée des emplois réservés.

Résultats annuels atteints

- Résultat annuel n°1 : Aucune conventions n'a été signées en 2019 (Objectif non atteint) ;
- Résultat annuel n°2 : aucune cérémonie de départ à la retraite n'a été organisée (Objectif non atteint) ;
- Résultat annuel n°3 : Le fichier est disponible, mais il est incomplet ;
- Résultat annuel n°4 : Aucune liste n'est disponible à ce jour.

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Écart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de conventions signées avec des organismes de formation professionnelle assurant des formations de reconversion.	Nombre	3	3	10	0	0	NC	NC
Pourcentage des militaires partis à la retraite ayant eu une cérémonie de départ à la retraite.	%	20	40	40	0	-40	NC	NC

Explication du niveau d'atteinte des résultats :

Résultat annuel n°1 : Dossier laissé en léthargie, pourtant, ne nécessitant pas de moyen pour sa réalisation.

Résultat annuel n°2 : Aucune cérémonie de départ à la retraite n'a pu être organisée dans le cadre des objectifs du programme.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Action et titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2020 (a)	AE engagées en LFR pour 2020 (b)	Écart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020 (d)	Écart (c - d)
N°1 Coordination, Activités Sociales, Culturelles et Sportives du soldat	10 669 788 863	1 738 426 916	8 931 361 680	10 669 788 863	1 738 426 916	8 931 361 680
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	9 600 513 596	4 714 500	9 595 799 096	9 600 513 596	4 714 500	9 595 799 096
Titre 3. Dépenses de biens et services	41 600 012	41 600 012	-664 437 416	1 069 275 000	1 733 712 416	-664 437 416
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°2 SANTE MILITAIRE	1 670 362 677	2 046 131 018	-375 768 341	1 670 362 677	2 046 131 018	-375 768 341
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	244 358 084	0	244 358 084	244 358 084	0	244 358 084
Titre 3. Dépenses de biens et services	212 423 198	471 279 102	-258 697 707	212 423 198	471 279 102	-258 697 707
Titre 4. Dépenses de transfert	213 581 395	0	213 581 395	213 581 395	0	213 581 395
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 574 851 916	-574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	-574 851 916
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°3 ALIMENTATION	1 210 000 000	1 677 992 220	-467 992 220	1 210 000 000	1 677 992 220	-467 992 220
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	1 210 000 000	1 677 992 220	-467 992 220	1 210 000 000	1 677 992 220	-467 992 220
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°4 LOGEMENT	954 891 084	1 919 652 168	-964 761 084	954 891 084	1 919 652 168	-964 761 084
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	954 891 084	1 919 652 168	-964 761 084	954 891 084	1 919 652 168	-964 761 084
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
N°5 MILITAIRE A LA RETRAITE ET ANCIENS COMBATTANTS	22 862 506	18 290 004	4 572 502	22 862 506	18 290 004	4 572 502
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	22 862 506	18 290 004	4 572 502	22 862 506	18 290 004	4 572 502
Titre 4. Dépenses de transfert	0	0	0	0	0	0
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0
Total pour le programme	14 527 904 863	7 400 492 326	7 127 412 537	14 527 904 863	7 400 492 326	7 127 412 537
Titre 1. Charges financières de la dette	0	0	0	0	0	0
Titre 2. Dépenses de personnel	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180
Titre 3. Dépenses de biens et services	3 469 451 788	5 820 925 910	-2 351 474 123	3 469 451 788	5 820 925 910	-2 351 474 123
Titre 4. Dépenses de transfert	213 581 395	0	213 581 916	213 581 395	0	213 581 916
Titre 5. Dépenses d'investissement	1 000 000 000	1 574 851 916	574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	574 851 916
Titre 6. Autres dépenses	0	0	0	0	0	0

Explication des principaux écarts :

Le taux d'exécution global du programme est de 51% pour l'ensemble des titres. En référence aux chiffres fournis par notre correspondant budgétaire. Ce qui ne reflète pas la réalité.

TITRE 1 : Aucune explication possible au niveau du programme, ce titre est géré en centralisée au niveau du budget.

TITRE 2 : Taux d'engagement presque à 0%. Aucune explication possible, ce titre est géré en centralisée au niveau du budget.

TITRE 3 : Taux d'exécution 168 %. Aucune explication possible disponible à notre niveau.

TITRE 4 : Taux d'exécution 0%.

TITRE 5 : Taux d'exécution 157 % pourtant au sein du programme aucun engagement n'a été fait.

TITRE 6 : taux d'exécution 0%.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.332:Vie du soldat	3	630 732 480	630 732 480
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.332:Vie du soldat	5	228 900 000	228 900 000
Total des Transferts			859 632 480	859 632 480
dont Titre 3			630 732 480	630 732 480
Titre 5			228 900 000	228 900 000

Virements

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	7.332:Vie du soldat	3	441 732 480	441 732 480
Total des virements			441 732 480	441 732 480
dont Titre 3			441 732 480	441 732 480

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LFR		Crédits de titre 2 consommés		Écarts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	9 844 871 680	4 714 500	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180	9 840 157 180
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère	0	0	0	0	0	0
Total des crédits de titre 2	9 844 871 680	4 714 500	9 844 871 680	4 714 500	9 840 157 180	9 840 157 180

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

Nous ne pouvons aucun commentaire sur l'utilisation de ce titre.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LFR		Crédits de titre 3 consommés		Écarts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 : 1 Coordination, Activités Sociales, Culturelles et Sportives du soldat	41 600 012	41 600 012	1 733 712 416	1 733 712 416	-664 437 416	-664 437 416
ACTION 2 : Santé Militaire	212 423 198	212 423 198	471 279 102	471 279 102	-258 697 707	-258 697 707
ACTION 3 : Alimentation	1 210 000 000	1 210 000 000	1 677 992 220	1 677 992 220	467 992 220	467 992 220
ACTION 4 : Logement	954 891 084	954 891 084	1 919 652 168	1 919 652 168	964 761 084	964 761 084
ACTION 5 : Condition du militaire en retraite et anciens combattants	22 862 506	22 862 506	18 290 004	18 290 004	4 572 502	4 572 502
Total des crédits de titre 3	3 469 451 788	3 469 451 788	3 469 451 788	3 469 451 788	-2 351 474 123	-2 351 474 123

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LFR		Crédits de titre 4 consommés		Écarts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 2	213 581 395	213 581 395	0	0	213 581 395	213 581 395
Transfert	213 581 395	213 581 395	0	0	213 581 395	213 581 395

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant ressortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Actions	Crédits de titre 5 prévus dans LFR		Crédits de titre 5 consommés		Écarts	
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	AE	CP
ACTION 1 :Santé Militaire	1 000 000 000	1 574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	-574 851 916	-574 851 916
Total des crédits de titre 5	1 000 000 000	1 574 851 916	1 000 000 000	1 574 851 916	-574 851 916	-574 851 916

PROGRAMME PILOTAGE ET SOUTIEN A LA DEFENSE NATIONALE

BILAN STRATEGIQUE DU PROGRAMME

PRESENTATION DU PROGRAMME

PERIMETRE DU PROGRAMME

Le programme Pilotage et Soutien à la politique de la Défense Nationale regroupe tous les crédits alloués au fonctionnement des entités administratives suivantes :

- Cabinet du Ministre ;
- Secrétariat Général ;
- Contrôle Général des Forces de Défense ;
- Gouvernorat Militaire de la Place de Libreville ;
- Inspections Générales (GENA, FAG, DGSSM).
- Attachés de Défense (12) ;
- Prytanée Militaire de Libreville ;
- Ecole d'Etat-Major de Libreville ;
- Laboratoire de Langues ;
- DCAF.

Le Programme Pilotage et Soutien est essentiellement portée sur :

1. La conduite et le pilotage de la stratégie de la défense nationale ;
2. La gestion des ressources humaines ;
3. La gestion des ressources financières, logistiques et matérielles.

Enfin le programme Pilotage et Soutien est sous la responsabilité du Secrétaire Général du Ministère de la Défense Nationale, le **Général de Division Dieudonné PONGUI**.

PRESENTATION DES ACTIONS

Le Programme Pilotage et Soutien comprend deux (2) actions :

ACTION N°1 : Pilotage de la stratégie ministérielle

Cette action est dévolue au Cabinet du Ministre, chargé de la conception et de la mise en œuvre de la politique du Gouvernement en matière de défense nationale, en concertation avec les autres administrations concernées.

ACTION N°2 : Coordination administrative

Cette action vise la coordination de l'ensemble des activités des programmes métiers des Forces de défense. Elle permet aussi d'assurer la gestion des attributions déléguées par me Ministre de la Défense Nationale au Secrétariat Général. La mise en œuvre de cette action est du ressort du Secrétaire Général.

Outre les services traditionnels du Secrétariat Général, cette action intègre également les missions militaires (12) auprès des chancelleries accréditées à l'étranger (France, Belgique, Etats-Unis, Chine, Maroc, Sénégal, Afrique de Sud, Ethiopie, Côte d'Ivoire, ONU, Egypte et Turquie), le Prytanée Militaire de Libreville, l'Ecole d'Etat-Major de Libreville, le Laboratoire de langues et la Direction Centrale des Affaires Financières (DCAF).

PRESENTATION STRATEGIQUE DU PROGRAMME

- Le Ministre de la Défense Nationale, à l'instar des autres départements ministériels sectoriels, par le biais du programme pilotage et soutien, a connu une augmentation exponentielle de ses effectifs au cours des années 2010, 2011 et 2012, afin de renforcer les effectifs et palier les départs en retraite des années à venir ;
- La coopération militaire avec les pays amis en vue de promouvoir les échanges et améliorer la formation des personnels, occupe une place de choix dans le dispositif stratégique ;
- La nécessité de mettre à la disposition des entités administratives des bâtiments adaptés et fonctionnels permettant d'améliorer les conditions de travail ;
- Assurer la coordination administrative des programmes métiers en veillant à la transversalité, nécessaire à l'atteinte des objectifs de la mission.

- Orienter et organiser l'action des composantes du programme pour qu'elles appuient efficacement les Responsables de Programme (RPROG) de la mission ;
- Améliorer la gestion des crédits et des ressources humaines en s'appropriant la mise en œuvre des réformes ;
- Mettre à la disposition des programmes métiers des prestations qui correspondent à leurs besoins.

RAPPEL DES OBJECTIFS STRATEGIQUES

OBJECTIF N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du ministère.

- Résultat annuel attendu : Avoir exécuté les crédits de fonctionnement et *d'investissements* à 100%.

OBJECTIF N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes.

- Résultat annuel attendu n°1 : Disposer de la fiche de description de poste actuel de chaque agent (95%) ;
- Résultat annuel attendu n°2 : Avoir élaboré à 90% un référentiel en organisation ;
- Résultat annuel attendu n°3 : Avoir élaboré à 90% une carte des métiers de la Défense Nationale.

OBJECTIF N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional.

- Résultat annuel attendu n°1 : Améliorer la qualité des admissions aux examens spécifiques (BPME + BPMS) et nationaux (BEPC + BAC), soit avec un minimum de 50% de mentions « Bien » ;
- Résultat annuel attendu n°2 : Rehausser le taux de réussite dans la perspective de l'échec-exclusion 0% dans les classes intermédiaires.
- Résultat annuel attendu n°3 : Formaliser un programme pluriannuel de recyclage interne et externe des personnels enseignants.
- Résultat annuel attendu n°4 : Formaliser un plan de formation pédagogique des personnels enseignants ;
- Résultat annuel attendu n°5 : Formaliser un plan pluriannuel de formation des formateurs.
- Résultat annuel attendu n°6 : Formaliser les échanges de formateurs avec les établissements homologues ;
- Résultat annuel attendu n°7 : Etendre l'encadrement des Enfants de Troupe à l'international

OBJECTIF N°4 : Fixer un corps de normes (construction-réhabilitation, maintenance, entretien) sur l'état des bâtiments administratifs et parvenir à mettre ceux-ci en conformité par action mutualisée.

- Résultat annuel attendu : Avoir fait un état de lieux-diagnostique sur vingt (20) bâtiments administratifs à Libreville.

OBJECTIF N°5 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des forces et à la formation des militaires.

- Résultat annuel attendu n°1 : Avoir obtenu 59 places pour la formation initiale d'officiers et 150 places pour les formations spécialisées ;
- Résultat annuel attendu n°2 : Ouvrir une mission militaire au Cameroun d'ici 2022.

OBJECTIF N°6 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires.

- Résultat annuel attendu n°1 : Disposer à la fin décembre du plan de développement de compétences ;
- Résultat annuel attendu n°2 : Avoir formé dix (10) assistantes de direction à l'IUSO.

OBJECTIF N°7 : Faire l'Ecole d'Etat-major de Libreville, un pôle d'excellence au niveau national et régional.

- Résultat annuel attendu : Avoir recruté deux (02) enseignants pour les matières spécifiques.

AVANCEMENT DES OBJECTIFS STRATEGIQUES DANS UNE PERSPECTIVE PLURIANNUELLE

OBJECTIF N°1 : Réussir la mise en œuvre de la BOP au niveau du Ministère.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

Indicateurs de performance

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'engagement des crédits de fonctionnement	%	NC	95	100	100	0	100	100 (2022)

Source des données : DSAF des corps – DCAF.

Précisions méthodologiques :

Indicateur : Taux d'engagement des crédits de fonctionnement et d'investissements

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Accompagner et superviser l'élaboration des PAP et des plans de passation des marchés.
- Veiller à la mise à disposition effective des crédits.
- S'assurer de la bonne exécution des crédits.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- DGBFIP
- TSPRA
- DSAF
- DCAF

OBJECTIF N°2 : Réussir la mise en œuvre du plan de Développement des ressources humaines au niveau du Ministère en tenant compte des spécificités des métiers des armes.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels :

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de couverture des postes ayant fait l'objet d'une description de poste	%	NC	90	95	0	-95	100	100 (2022)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration du référentiel en organisation	%	NC	90	90	0	-90	95	100 (2022)
Taux d'avancement de la démarche d'élaboration de la carte des métiers	%	NC	90	90	90	0	95	100 (2022)

Source des données : DGPAJI – DPC des Corps

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

OBJECTIF N°3 : Faire du Prytanée Militaire de Libreville un pôle d'excellence au niveau national et régional.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Améliorer la qualité des admissions aux examens spécifiques (BPME + BPMS) et nationaux (BEPC + BAC), soit avec un minimum de 50% de mentions « Bien »;
- Rehausser le taux de réussite dans la perspective de l'échec-exclusion 0% dans les classes intermédiaires.
- Formaliser un programme pluriannuel de recyclage interne et externe des personnels enseignants.
- Formaliser un plan de formation pédagogique des personnels enseignants ;
- Formaliser un plan pluriannuel de formation des formateurs.
- Formaliser les échanges de formateurs avec les établissements homologues ;
- Etendre l'encadrement des Enfants de Troupe à l'international

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de réussite aux examens nationaux	%	NC	100	100	100	100	100	100 (2022)
Taux de réussite dans les classes intermédiaires	%	NC	100	100	100	100	100	100 (2022)
Taux de mise en œuvre de renforcement du corps enseignant	%	NC	100	100	100	100	100	100 (2022)

Source des données : Direction académique du Prytanée militaire

Précisions méthodologiques :

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Prendre attache avec le Ministère de l'Éducation Nationale pour le recensement des enseignants ;
- Lancer une procédure de sélection basée sur des critères bien définis ;
- Négocier des partenariats avec les États et organisations régionales ou internationales (CEEAC, UE, CEDEAO)

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- Ministère de l'Éducation Nationale ;
- Corps.

OBJECTIF N°4 : Fixer une norme (Construction-réhabilitation, maintenance et entretien) sur l'état des bâtiments administratifs et parvenir à mettre ceux-ci en conformité par action mutualisée.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Faire un état des lieux-diagnostic sur vingt (20) bâtiments administratifs à Libreville.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de bâtiments administratifs ayant fait l'objet d'un état des lieux-diagnostic	NBRE	NC	NC	20	0	-20	20	20 (2022)

Source des données : Direction Générale du Génie Militaire.

Précisions méthodologiques :

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Faire une inspection des bâtiments ;
- Établir un calendrier des travaux ;
- Réaliser les travaux.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- DI/DGSFLI
- GENIE MILITAIRE
- DI des corps.
-

OBJECTIF N°5 : Développer des coopérations actives avec des pays pouvant aider à l'équipement des forces et à la formation des militaires.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Obtenir 59 places pour la formation initiale d'officiers et 150 places pour les formations spécialisées ;
- Ouvrir une mission militaire dans le golfe de guinée (au Cameroun) d'ici 2022.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Nombre de places de formation initiale d'officiers	NBRE	NC	59	59	59	0	65	70 (2022)
Nombre de places de formation pour des métiers de spécialistes	NBRE	NC	150	150	150	0	200	250 (2022)
Taux de mise en œuvre du projet d'ouverture	%	NC	NC	45	0	-45	70	100 (2022)

Source des données : Direction Générale de l'Emploi, de la Formation et des Relations Internationales (DGEFRI)

Précisions méthodologiques :

Indicateur n°3 : Taux d'avancement de la mise en œuvre du projet de création de la mission militaire au Cameroun.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Rechercher les nouveaux partenaires étrangers (Italie, Turquie, Russie, Brésil, etc.) ;
- Renforcer les partenariats existants (France, Belgique, États-Unis, Chine, Maroc, etc.) ;

- Contacter et discuter de façon permanente avec les attachés de défense des pays accrédités au Gabon, afin que ces derniers puissent faire développer activement la coopération avec ces pays, en vue d'obtenir plus de places de formations des militaires ;
- Créer une cellule qui pourra analyser et gérer toutes les propositions relatives au projet de création de ladite représentation militaire.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- MAECIF
- Attachés de défense
- DGEFRI
- Corps

BJECTIF N°6 : Parvenir à faire acquérir les compétences d'assistant à un minimum de secrétaires.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultats annuels

- Disposer à fin décembre du plan de développement de compétences ;
- Avoir formé dix (10) assistantes de direction à l'IUSO.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux d'avancement du plan de développement des compétences des secrétaires	%	NC	0	100	30	-70	100	100 (2022)
Nombre d'assistantes formées	NBRE	NC	0	0	0	0	20	20 (2022)

Source des données : Direction Générale de l'Emploi, de la Formation et des Relations Internationales (DGEFRI)

Précisions méthodologiques :

Indicateur n°1 : Taux d'avancement de la mise en place du plan de développement des compétences des secrétaires.

Indicateur n°2 : Nombre d'assistantes formées.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Recenser les secrétaires à former ;
- Procéder à la vérification des critères de sélection ;
- Prendre attache avec l'IUSO, en vue de procéder à l'élaboration de la convention.

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- IUSO

OBJECTIF N°7 : Faire de l'Ecole d'Etat-major de Libreville un pôle d'excellence au niveau national et régional.

Type de finalité des résultats visés

- Efficacité socio-économique
- Qualité de service rendu aux usagers
- Efficience de l'Administration

Résultat annuel

- Recruter deux (2) *enseignants* pour les matières spécifiques.

Indicateurs

Intitulé	Unité	2018 Réalisation	2019 Réalisation	2020 Prévision PAP	2020 Réalisé	Ecart 2020 (Réalisé - Prévision)	2021 Cible PAP	Cible à l'échéance pluriannuelle
Taux de mise en œuvre du projet de renforcement du corps enseignant	%	NC	100	100	100	0	100	100 (2022)
Taux de mise en œuvre du projet de recrutement de deux (02) enseignants spécifiques	%	NC	100	100	100	0	100	100 (2022)

Source des données : École d'État-major de Libreville.

Précisions méthodologiques :

Indicateur n°1 : Taux de mise en œuvre du projet de recrutement de 2 enseignants spécifiques.

ELEMENTS CLES DE LA STRATEGIE D'ACTION

- Prendre attache avec la France par le biais de la coopération militaire ;
- Lancer une procédure de sélection basée sur de critères bien définis.
- Procéder à la sélection des enseignants
- Organiser leur déplacement pour la Gabon

CONTRIBUTIONS DES PARTENAIRES

- Partenaires étrangers actuels et nouveaux : envoi d'enseignants dans le cadre des accords de coopération militaire.

PRESENTATION DES MOYENS CONSOMMES

RECAPITULATION DES CREDITS CONSOMMES PAR ACTION ET PAR TITRE

Action et titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	AE ouvertes en LFR pour 2020 (a)	AE engagées en LFR pour 2020 (b)	Ecart (a - b)	CP ouverts en LFR pour 2020 (c)	CP consommés en LFR pour 2020 (d)	Ecart (c - d)
N°1 : Pilotage de la stratégie ministérielle	170 000 000	335 999 043	-165 999 043	170 000 000	335 999 043	-165 999 043
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	0	0	0	0	0	0
Titre 3. Dépenses de biens et services	170 000 000	335 999 043	-165 999 043	170 000 000	999 043	-165 999 043
Titre 4. Dépenses de transfert						
Titre 5. Dépenses d'investissement						
Titre 6. Autres dépenses						
N°2 : Coordination administrative	47 203 408 634	16 828 926 952	30 374 481 682	47 203 408 634	16 828 926 952	30 374 481 682
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756
Titre 3. Dépenses de biens et services	691 595 378	14 550 860 652	-13 859 265 275	691 595 378	14 550 860 652	-13 859 265 275
Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	21 190 500	3 739 500	24 930 000	21 190 500	3 739 500
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 073 001 300	-2 073 001 300	0	2 073 001 300	-2 073 001 300
Titre 6. Autres dépenses						
Total pour le programme	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639	47 373 408 634	17 164 925 995	30 208 482 639
Titre 1. Charges financières de la dette						
Titre 2. Dépenses de personnel	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756	46 486 883 256	183 874 500	46 303 008 756
Titre 3. Dépenses de biens et services	861 595 378	14 886 859 695	-14 025 264 317	861 595 378	14 886 859 695	-14 025 264 317
Titre 4. Dépenses de transfert	24 930 000	21 190 500	3 739 500	24 930 000	21 190 500	3 739 500
Titre 5. Dépenses d'investissement	0	2 073 001 300	-2 073 001 300	0	2 073 001 300	-2 073 001 300
Titre 6. Autres dépenses						

Explication des principaux écarts :

Situation du programme :

Ouverts à **47 373 408 634 FCFA** en LF, les crédits ont été ordonnancés à hauteur de **17 164 925 995 FCFA**, soit une baisse de 30 208 482 639 FCFA.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 57% par rapport aux crédits ouverts en loi de finances (LF)

Titre 2 :

Ouverts à **46 486 883 256 FCFA** les crédits ont été exécutés à hauteur de **183 874 500 FCFA**, soit un écart de 46 303 008 756 FCFA. La solde permanente n'a pas été communiquée.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 0,4% de la solde de la MONP.
- Ce titre n'est frappé d'aucune réserve.

Titre 3 :

Sur les **861 595 378 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 3 en LF, il est établi que **14 886 859 695 FCFA** ont été ordonnancés soit un dépassement de 14 025 264 317 FCFA.

- Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 1700%.

- L'écart de 14 025 264 317 FCFA est constitué de la réserve obligatoire, des dépenses accidentelles et imprévisibles, ainsi que des mesures de régularisation décidé par le gouvernement.

Titre 4 :

Sur le titre 4, la loi de finance a prévu **24 930 000 FCFA** pour le paiement des bourses des élèves du Prytanée Militaire. Cependant, les transferts en cours d'année n'ont autorisé que **21 190 500 FCFA** d'engagement. A cet effet, la réserve obligatoire de 3 739 500 FCFA n'ayant pas été levée en cours d'année, ladite école n'a pu payer intégralement toutes les bourses.

Titre 5 :

Sur les **2 073 001 300 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 5 en LF, il est établi que **2 073 001 300 FCFA** ont été ordonnancés. Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 100%.

RECAPITULATION DES MOUVEMENTS DE CREDITS AU NIVEAU DU PROGRAMME

Récapitulation des mouvements entre actions et titres au sein du programme

Tableau récapitulatif des mouvements entre actions et titres

Aucun mouvement n'a été enregistré

Virements

Tableau récapitulatif des virements

Programme source du virement	Programme destinataire du virement	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
7.339:Pilotage et Soutien	7.332:Vie du soldat	3	441 732 480	441 732 480
Total des virements			441 732 480	441 732 480
dont Titre 3			441 732 480	441 732 480

En 2020, le programme Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale a effectué un virement de **441 732 480 FCFA**, en titre 3, au profit du programme Vie du Soldat.

Transferts

Tableau récapitulatif des transferts

Programme source du transfert	Programme destinataire du transfert	Titre	Modification du montant d'AE pour le programme	Modification du montant de CP pour le programme
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	7.339:Pilotage et Soutien	3	1 282 558 480	1 282 558 480
Total des Transferts			1 282 558 480	1 282 558 480
dont Titre 3			1 282 558 480	1 282 558 480

Le programme Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale a bénéficié d'un transfert d'un montant de **1 282 558 480 FCFA**, en titre 3, du programme Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles.

Annulations

Tableau récapitulatif des annulations

Aucune annulation

Reports

Tableau récapitulatif des reports (titre 5)

Aucun report

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT ET DES OPERATEURS

EVOLUTION DES EMPLOIS DE L'ETAT

NC

EVOLUTION DES EMPLOIS DES OPERATEURS

Aucun opérateur dans le programme

ANALYSE DE L'UTILISATION DES MOYENS

TITRE 2 : DEPENSES DE PERSONNEL

	Crédits de titre 2 prévus dans la LFR		Crédits de titre 2 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Masse salariale des emplois de l'administration	46 486 883 256	46 486 883 256	183 874 500	183 874 500	46 303 008 756	46 303 008 756
Masse salariale des emplois des opérateurs, rémunérés par le programme, inclus dans le plafond d'emplois du ministère						
Total des crédits de titre 2	46 486 883 256	46 486 883 256	183 874 500	183 874 500	46 303 008 756	46 303 008 756

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 2 :

La solde permanente a fait l'objet d'un paiement, mais aucun élément n'est en affichage sur le tableau budgétaire du programme. Ainsi, **les 183 874 500 FCFA** sont consécutifs à la MONP et à la solde des personnels civils de la défense nationale.

TITRE 3 : DEPENSES DE BIENS ET SERVICES

	Crédits de titre 3 prévus dans la LFR		Crédits de titre 3 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 1 Pilotage de la stratégie ministérielle	170 000 000	170 000 000	335 999 043	335 999 043	-165 999 043	-165 999 043
Coordination de la stratégie ministérielle	170 000 000	170 000 000	335 999 043	335 999 043	-165 999 043	-165 999 043
ACTION 2 Coordination administrative	691 595 378	691 595 378	14 550 860 652	14 550 860 652	-13 859 265 275	-13 859 265 275
Coordination des services	691 595 378	691 595 378	14 550 860 652	14 550 860 652	-13 859 265 275	-13 859 265 275
Total des crédits de titre 3	861 595 378	861 595 378	14 886 859 695	14 886 859 695	-14 025 264 318	-14 025 264 318

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 3 en faisant ressortir les activités et les opérations

Sur les **861 595 378 FCFA** des crédits inscrits pour le titre 3 en LF, il est établi que **14 886 859 695 FCFA** ont été ordonnancés, soit un dépassement de **14 025 264 318 FCFA**.

Ce niveau d'exécution correspond à un taux de 1700% par rapport à la LF.

TITRE 4 : DEPENSES DE TRANSFERTS

Actions	Crédits de titre 4 prévus dans la LFR		Crédits de titre 4 consommés		Ecart	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
ACTION 2 Coordination administrative	24 930 000	24 930 000	21 190 500	21 190 500	3 739 500	3 739 500
Transfert des bourses des enfants du Prytanée Militaire de Libreville	24 930 000	24 930 000	21 190 500	21 190 500	3 739 500	3 739 500
Total des crédits de titre 4	24 930 000	24 930 000	21 190 500	21 190 500	3 739 500	3 739 500

Commentaires relatifs à l'utilisation du titre 4 en faisant ressortir les différents types de transferts et de bénéficiaires :

Sur les 24 930 000 FCFA des crédits inscrits pour le titre 4 en LF qui représentent essentiellement les bourses des élèves du Prytanée Militaire de Libreville (PML), il est établi que 21 190 500 FCFA ont été ordonnancés. Les 3 739 500 FCFA qui constituent la réserve obligatoire n'ont pas été levés au cours de l'année. Cela n'a pas permis au PML de payer toutes les bourses desdits élèves.

TITRE 5 : DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Nous avons constaté qu'une inscription de **2 073 001 300 FCFA** figure dans le Programme ; cette somme a été ordonnancée dans le BOP A2 (Coordination Administrative). Cependant, ne possédant aucun élément sur cette inscription, car initialement n'ayant pas d'investissement dans le Programme, nous ne pouvons pas justifier exhaustivement ces chiffres.

De ces taux d'exécution les activités suivantes par action qui n'ont pas été menées par le fait que les crédits ont été engagés au poste comptable 0000, sont les suivantes :

Coordination des services :

Cette activité est mise en œuvre par le Secrétaire Général. Elle a pour objectif de coordonner l'ensemble des entités attachées au Secrétariat Général mais aussi d'assurer le soutien aux forces déployées. Elle a exécuté **43 879 676 FCFA** de son budget de fonctionnement en LFR, alors qu'elle aurait pu exécuter **81 736 857 FCFA** (LFI).

Suivi de la BOP au niveau ministériel :

La Direction Centrale des Affaires Financière (DCAF) du ministère de la défense a veillé au suivi régulier de la mise en œuvre de la réforme budgétaire au niveau ministériel. Elle a régulièrement assuré la production des documents budgétaires et vérifier la qualité de ces derniers. Pour ce faire, elle a exécuté **20 842 110 FCFA** de son budget.

Gestion du personnel :

Mise en œuvre par le Directeur Général des Personnels, des Affaires Juridiques et de l'Informatique, cette activité qui vise à court terme le recensement de façon globale des personnels de la mission 7, a pour vocation, à long terme, de pouvoir permettre à l'ensemble des programmes de ladite mission, de pouvoir loger ses effectifs. A cet effet, **3 368 418 FCFA** ont été exécutés dans son budget de fonctionnement, sur les **3 368 422 FCFA** prévus dans la LFI (objectif atteint, car son budget a été ordonnancé et payé à 100%).

Gestion des structures :

Au même titre que l'activité coordination des services, cette activité est du ressort du Secrétaire Général. Son objectif est de soutenir structurellement les entités qui lui sont attachées. Elle a exécuté **25 000 000 FCFA** de son budget de titre 3 sur les **27 752 302 FCFA** prévus dans la LFI.

Formation enfants de troupe :

La formation des enfants de troupe est une mission qui incombe au commandant Prytanée Militaire de Libreville. Aussi, l'objectif de cette activité est d'assurer une formation académique de pointe, afin de pouvoir faire de cette école, un pôle d'excellence au niveau national et régional. Pour ce faire, cette activité qui devrait être exécutée à hauteur de **108 894 765 FCFA** (LFI) sur son budget de fonctionnement n'a pas connu des véritables difficultés, car **108 530 000 FCFA** (LFR) ont été exécutés (99,6%). Objectif atteint.

Formation supérieure des Officiers :

Cette activité est gérée par le Commandant l'Ecole d'Etat-major de Libreville. Son objectif est de former des officiers venant de plusieurs pays d'Afrique, en vue d'obtenir un diplôme supérieur du 1^{er} degré leur permettant de travailler en temps de crise et en temps de paix, dans des postes de commandant divers et des états major multinationaux, comme officiers traitants (ONU, UA).

Pour cela, à terme, l'Ecole d'Etat-major de Libreville, en sa qualité d'Ecole Nationale à Vocation Régionale (ENVR) vise le label « pôle d'excellence ». La réalisation de cette mission, elle aurait pu exécuter à hauteur de **133 578 971 FCFA** (LFI) son budget de fonctionnement ; mais elle n'a exécuté que **94 000 000 FCFA** (LFR).

Coopération militaire et formation :

En 2020, l'activité coopération militaire et formation a exécuté la totalité de ses crédits. Son objectif est essentiellement axé sur collaboration (via les attachés de défense) entre les armées des pays amis et la nôtre en vue de favoriser la formation de nos militaires.

Coordination des activités financières :

Cette activité permet au DCAF de fonctionner plus ou moins correctement. Elle lui permet entre autres de faire l'interface entre le ministère de la défense et le ministère du budget pour favoriser les différentes étapes liées à la mise à la disposition, aux engagements, jusqu'au règlement. Elle a exécuté son budget à hauteur de **3 368 418 FCFA**.

BILAN DES CAP AVEC LES OPERATEURS

Pas d'opérateurs dans le Programme Pilotage et Soutien